DOCUMENTI

PER LA STORIA

DEL

GOVERNO PROVVISORIO

TOSCANO

dei 27 Marzo 1801.

TOMO PRIMO

ITALIA

I.

LA JOURNÉE DU 28 MARS 1801. EN TOSCANE

Au Citoyen BELLEVILLE *Commissaire des Relations Commerciales, et Chargé des intérets de la République Française en Toscane.*

Un phénomëne affreux, epouvantable vient d'avoir paru sur l'horizont politique de la Toscane dans la journée du 28 Mars 1801. Il était à esperer, que sa triste et sombre lueur allait être vaincue par la lumiére éclatante de la verité, et de la justice; et l'on était convaincu, que ses tristes effets auraient été éloignés par les gémissemens, et les larmes de l'innocence, et de la vertu. Cet espoir a tombé. Il ne reste, Citoyen Commissaire, que d'avoir recours à votre probité si connue, à vos talens distingués, qui vous honnorent aux yeux de l'Europe, ainsi que la France, dont vous êtes l'Agent: la voix de l'integrité, et de la sagesse va s'ouvrir un chemin jusq'au premier Magistrat du Peuple Français par l'organe de son Ministre legitime.

Le Général en Chef Murat par un arrêté, où l'on annonce, qu'on veut POURVOIR à

LA TRANQUILLITE, ET AU BIEN DE L'ÉTAT, a rappellé au Gouvernement provisoire de la Toscane ces mêmes individus nommés par le Marquis Sommariva, Général Autrichien, á remplacer la fugitive Régence du Gran-Duc, lors de l'approche des armées victorieuses de la République.

Ces hommes-là dévoués a la faction Autrichienne auraient dû être instruits des principes sages et modérés du Gouvernement Français, dont le but est d'éteindre en Toscane le flambeau de la discorde civile, en conciliant des coeurs aigris par une collutte longue, et cruelle, et par une collision d'intérêts, d'opinions, et de vûes, et de préparer au noveau Souverain la tranquillité, et la concorde, cet intéressant, et riche tribut payé par les peuples à toute Autorité Suprême, et legitime.

Ils avaient encore sous les yeux les vestiges éclatans de leurs Prédécesseurs immediats, installés par le Général Miollis le 26 Novembre 1800. Ceux-ci dès le commencement de l'exercice de leurs fonctions, cherchèrent à étouffer tout germe de vengeance, et d'esprit de faction. Les victimes d'une persécution révoltante, fiers de leur vertu, ont vu sans fremir se promener tranquillement leurs infames et lâches bourreaux. Les amis de Français ont poussé la génèrosité au point de livrer au feu un tas immense de papiers, souilles pendant le so-

urs d'une longue Délégation de Police, de calomnies atroces, de faux témoignages, et de jugemens légalement impies. C'était vraiment vouloir de bonne foi éteindre tout ressentiment particulier, et toute haine privée, pour faire succeder à ces passions orageuses le calme de l'union, et du bonheur général.

Mais les hommes du Général Sommariva n'étaient point faits pour adopter ces principes réclamés par la sage politique, par le besoin des peuples, par l'exemple de Bonaparte, ou de qui que ce soit. Restitués a leur places, dont ils n'avaient démandé leur demission, que pour ne point s'allier aux amis de Français, ils n'ont v se dés le premier instant qu' à perpetuer la division et la discorde civile, et arborer le signal d'une guerre sanglante, et acharnée.

Il est remarquable dans leur proclamation du 28 Mars 1801, qu'ils sont persuadés eux mêmes de n'être revétus d'autres pouvoirs, que de ceux qui leur furent donnés par le Général Sommariva, et *qu' ils n'auront d'autres traces à suivre dans leur conduite, que les loix des divers Regnants de la Toscane, et les Reglemens, et Ordonnances, qui étaient en vigueur à l'époque du* 14 OCTOBRE 1800.

Après que par le Traité de Luneville le Gouvernement Français a fixé les destinées de la Toscane en faisant une proprieté de S. A. R. l' Infant Duc de Parme, com-

ment peut-il y être en activité un Gouvernement, qui ne reconnait autre *pouvoir*, que celui de la Maison d'Autriche, qui ne veut avoir pour guide que sa Legislation?

Et quelle Legislation déclare-t-il d'avoir uniquement à suivre? La Legislation, qui *était en vigueur* LE 14 OCTOBRE 1800; la Legislation, sous la quelle on a exercé pendant quinze mois la plus affreuse persecution contre tous les amis des Français, sans même épargner les hommes les plus distingués par leur talens, et par les services rendus à la patrie, aussi respectables par leur vertu, que par leur âge; sous la quelle on a porté des jugemens, dont l'atrocité égale l'ignominie par des emprissonemens longs et pénibles, des déportations, des séquestres, des bannissemens, de traductions aux fers, de tout genre en un mot de punitions inouies, et surchargées d'infamie; la Legislation sous la quelle des Juifs malheureux ont été jettés tous vivans sur des buchers enflammés dans la place de Sienne, pendant que les monstres coupables d'un crime, qui fait fremir la nature, n'en étaient pas seulement recherchés; la Legislation enfin sous la quelle on prêcha pubbliquement l'assassinat des Français, et on fit croire au peuple égaré, que la Religion canonisait l'insurgence, la trahison, le pillage, et le meurtre.

Le noveaux Membres du Gouvernement

ne s'étant point bornés à faire entrevoir dans leur Proclamation du 28 Mars de projets féroces, qui allaient compromettre la sûreté, et le repos public, ils ajoutaient aussi les menaces d'une *rigueur inévitable.* En effet leur plan de renversement, et de destruction a été exécuté avec autant d'hardiesse, qu'il avait été conçu avec atrocité.

Le même jour, le 28 Mars, les amis des Français furent chassés honteusement de leurs emplois; pour prix de leurs sacrifices, de leurs souffrances, de leur moderation, et de leurs services on les livra sans procés à la misere, à l'avilissement, et au mépris d'un peuple égaré. C'est sous les yeux des Français, et du Général en Chef Murat, que cela s'est passé. Ce n'est pas tout. Les places vuides furent bientôt remplies par les ennemis le plus acharnés de la France, par ces hommes mêmes, qui avant le 14 Octobre ne respiraient que fureur et carnage, et qui souillés de mille crimes signalerent l'approche des troupes républicaines par leur fuite précipitée, meditant dans une terre étrangere de nouveaux plans de révolte, et savourant d'avance le cruel plaisir de la destruction, et de la vengeance.

Un cri plaintif, et touchant arraché par une injuste oppression se fit entendre de tout côté. Une foule de reclamations assez dignes d'egard porta chez le Général en Chef, et le Gouvernement lui-même l'ex-

pression de la douleur respectueuse, et de l'honneur sensible à ses atteintes. On va peut-être croire, que l'événement aurait justifié l'espoir généralement repandu. Helas! que des coeurs malheureux ont été cruellement trompés! Loin d'arrêter le glaive fatal, qui allait tomber sur la tete des hommes probes, et éclairés, le Gouvernement sanctionna au contraire par une nouvelle Proclamation, et avec la plus grande solemnité le plan de destruction de tous les amis de Français. Il poussa l'imprudence jusqu'à avancer à la face d'un peuple civilisé, que cette mésure révolutionnaire était prise de *pleine intelligence, et consentement du Général en Chef Murat, et suivant les traces des devoirs le plus sacrés de justice.*

Quelle profanation de mots respectables! Est ce donc un devoir sacré de justice pour un Gouvernement, qui doit étouffer tout ésprit de faction, effacer de souvenirs amers, et viser par tous le moyens possibles au retablissement de la concorde et de la conciliation générale, que d'exclure des emplois tous ceux, qui lors de la primiere occupation de la Toscane par les Armées de la République n'avaient pas appellé sur leur téte la malediction et la mort, ni aiguisé les poignards du fanatisme, et de la trahison? Est ce par une telle conduite, qu'ils ont pu s'attirer l'indignation du Peuple Français, ou la haine de ses ennemis?

Quinze mois de persecution n'attestent que trop de leur caractére, et de leurs malheurs. Et quelle est donc cette justice, qui ne prodigue en Toscane les emplois, qu' aux seuls *persecuteurs*, et s'obstine à réfuser aux *persécutés* le prix dû à leurs talens et à leur vertus? Quelle est donc cette justice, qui chasse *les persécutés du* 1799 même des places, qu'ils occupaient à cette époque, pour les faire remplacer par les *persécuteurs du* 1800?

Cependant il arrive précisement une pareille monstruosité. Non seulement on n'epargne pas les derniers émployés par le Gouvernement installé par le Général Miollis; mais l'on destitue aussi ceux, qui étant en place avant et apres la premiere arrivée des Français, en furent chassés par la Legislation du fameux Senat Florentin maitrisé par les Insurgés d'Arezzo, et dirigé par un scellerat tel que Cremani. Si le Gouvernement avait examiné les listes des employés de l'an 1799 il y aurait trouvé réunis les noms des amis et des ennemis de la France, des persécuteurs, et des persécutés. Mais non..... on a affecté de vouloir fixer l' époque du 14 *Octobre* 1800. De ce tems-là il n'y avait en place, que les seuls ennemis, et persécuteurs.

Telle conduite étonnante, impolitique, injuste on avance *être de pleine intelligence, et consentement du Général en Chef Murat.* Qui ne voit pas qu'on tacha par là de flé-

tri tout à fait la gloire des Agens Français, et les couvrir à la face de l'Europe de honte, et d' ignominie ? N'êxisterait-il donc point dans de coeurs Français aucun sentiment de reconnaissance, d'attachement, ou, si l'on veut, de pitié envers ceux, qui ayant aimé, et suivi leur cause ont tout sacrifié pour eux, jusqu'à leurs propriétes, et leur surêté personelle? Peut-on seulement imaginer qu' il soit dans leurs intentions d' accabler légalement, et par un sistême établi leurs meilleurs amis et les dédommager de leurs services, de leurs travaux, et de leurs souffrances en les livrant tout d'un coup à la haine implacable d'une faction aussi lâche qu' inhumaine ?

Il n'est pas vraisemblable, que ce ne soit pas surprise, qu'on ait abusé de la rectitude du Général en Chef Murat. Est-il possible qu'il ait voulu sanctionner le plus affreux des projets, signant d'aprés l'exémple des Arétins une nouvelle sentence d'opprobre, et de mort contre ses meilleurs amis ? A quoi aurait-il dû les metre de sang froid sur l'abîme du desespoir, lui beau-frere du premier Consul, du pacificateur de l'Europe, de l'ami des Italiens malheureux ?

Les intentions équitables du Général Murat, et ses mêmes principes philantropiques ont été sans doute adroitement tournés à favoriser les intrigues de la Maison d' Autriche, et de ceux, qui à l' abri de

ses ailes soupiraient de longtems aprés le renouvellement des horribles tragédies, qui deshonnoreront à jamais les fastes de notre Histoire. Assiégé sans cesse par les nobles à la merci des brigues du Prince Corsini, et du Senateur Carletti fameux l' un et l' autre dans leurs légations a Paris, lui qui ne connait que la loyauté et la franchise d' un Militaire, il vient d' être surpris par la mauvaise foi de ces hommes fins et rusés. toujours prêts à profiter de la moindre occasion pour mettre du trouble dans les affaires, ressource unique et fatale pour atteindre leurs buts sécrets, pour flétir la gloire du nom Français dans tous les partis, pour inspirer de la haine au régime du nouveau Souverain excitant le régret du Prince Autrichien, et entretenant l' espoir de son rétour dans ces contrées.

D' ici vient la stupide, et rèvoltante froideur, avec la quelle le Gouvernement actuel vient d' annoncer dans la Proclamation du 6. Avril les ratifications du Traité de Luneville, et la Souveraineté de la Toscane accordée à l' Infant Duc de Parme; d' ici le bruit répandu dans le peuple, qui cherche à faire envisager ce pacte solemnel comme une chimére; d' ici la repugnance ouverte des nommés Aristocrates à reconnaitre le nouveau Regnant, le Seul peut-être qui par un empire doux ct agreable soit à méme de fermer les plaies profondes de

ce pays, et lui redonner son ancien lustre et bonheur, dechû l' espoir d' y faire revivre cette République à jamais célébre, qui fut même illustrée par les Tirans de la Maison Médicis.

Vous voyez bien, Citoyen Commissaire, quel est le but véritable de ces detours tortueux. On veut exterminer les amis des Français; on veut entretenir la discorde en permanence dans l' État, pour en faire tomber sur eux la cause, et la haine; on veut s'autoriser par lâ à les détruire en detail, à les persécuter encore une fois, de maniere qu' ils se trouvent forcés de quitter leur patrie, ou l' injustice des Gouvernants vient de les avoir livrés a la mort civile, et au mepris populaire.

Il faut avouer, que ces mêmes Gouvernants, pour calmer la consternation générale ont dû supposer dans leur Proclamation du 2 Avril, que nos craintes excitées par la simple exposition litterale de celle du 28. Mars, n' étaient qu' une *interprétation* peu fondée: ils ont dû rougir a la verité d'avoir provoqué ces allarmes, et il leur fallut déclarer, qu' *on ne voulait pas rallumer des inquiétudes en fait d' OPINIONS POLITIQUES*.

Mais ou sont ils les crimes, pour les quels on destitue chaque jour les émployes d'une maniere insultante, et tumultueuse, si ce n' est pas pour leurs *opininions politiques*? C' est pourtant pour de crimes de cette éspe-

ce, que les amis des Français furent chassés de leurs places par de sbires du premier et second ordre apres le 5 Juillet 1799 La punition n' est-elle pas la même à present? Si ce n' est pas la même faute, c' est à dire, les *opinions politiques*, que ce Gouvernement, qui *ne veut pas rallumer des inquiétudes* à cet égard, nous fasse connaitre par de recherches scrupuleuses, et légales les *crimes*, dont nous sommes coupables: qu'il les dénonce au Public, s' il veut paraitre moins injuste, et moins contradictoire; qu'il attaque, s' il le peut, sans avoir récours à l' imposture, et à la calomnie, notre probité, notre moderation: qu' il démente nos services rendus á la patrie, nos travaux, notre désinteressement. Si le défi n' est accepté de sa part, n' en résultera-t-il donc pas, qu' on nous *inquiéte* pour *opinions politiques*; qu' on nous bannit pour cela de nos émplois, comme il pouvait le faire, et comme il le fit effectivement le Sénat Florentin du tems du Criminaliste Cremani?

Pour vous, Citoyen Commissaire, et pour toute ame sensible, de pareilles mésures seront sans doute des *inquiétudes*, qui vont vous inspirer le plus tendre intérêt. Il n' est que peu de jours, que ces atroces mésures ont d' un trait de plume rèduit au desespoir 1500 malheureux.

Le Bataillon Toscan organisé par ordre du Général en chef Brune, nécessaire au

service de l' État, objet de frais immenses, composé de braves, qui dans la derniere descente en Italie ont combattu à côté des Français aux champs de Marengo, sous les remparts d' Arezzo, et de Sienne; ce même bataillon, du quel on doit repéter la tranquillité de Florence dans de tems difficiles, ce que le Général Miollis a lui-même attesté; ce bataillon a été tout réformé a Lucques par stratagême avec toute la honte possible sans apurer sa solde, sans égard aux malheurs de tant de jeunes gens éloignés de leurs foyers, et qui n' avaient autre ressource pour trainer leur penible existence.

Où est-il l'honneur, guide suprême des braves, et vaillans Soldats! Où sont-ils ces sentimens de humanité, et de justice, qui sont communs au moindre des hommes! Où trouvera-t-on de sujet digne d' éloges dans un moment, ou toute action, qui s' offre à nos yeux atteste de la stupidité, ou de la seduction, de la vénalité, ou de la mauvaise foi!

Mais elle est dejà trop longue pour votre ame sensible, Citoyen Commissaire, cette exposition lugubre de faits, qui depuis aussi peu, ont pourtant passé sous nos yeux. Ce n' est pas sans doute par un si triste debout, qu' on peut esperer de voir renaitre la tranquillitè, et la concorde. Ce n'est pas par des moyens aussi désastreux, que la

Toscane atteindra son bonheur, et son calme. Cependant tous les coeurs allaient s'ouvrir a ce doux espoir, aprés que la nouvelle destinée en avait fixé le regime dans les mains d'un nouveau Prince, étranger a tout amertume, a tout ressentiment, jaloux du bien-être de ses sujets, aussi que de leur affection, cher et agréable aux amis des Français.

Ceux-ci n' ont dedaigné absolument, que le sceptre de fer, que les Ministres de Ferdinand III. appésantissaient sur leurs têtes. Pendant le regne de la philosophie, et de la prosperité nationale sous le Grand Duc **LEOPOLD**, ils en furent les sujets fideles, et paisibles. Ils savent bien encore être tels, et même ils le veulent lorsqu'il s' agit d' un Prince, qui n' est pas leur ancien oppresseur, d' un Prince choisi par le Gouvernement Français pour le bonheur de leur patrie. Mais comment concilier ces avantages, comment recueillir le fruit de ces bienfaits dans le renversement de tout principe conservateur de tout Gouvernement, quelle que ce soit sa forme?

Que cet ordre de choses, qui fait gémir les bons, qui sans doute est contraire aux vûes du premier Consul, aux désirs du nouveau Monarque, puisse bientôt se changer! C' est pa votre influence, Citoyen Commissaire, que ce prodige peut s' operer. Vos talens, vos services, vous ont assuré

prés de l' Héros du Siecle cette influence, qui en est le prix mérité. C'est pour vous, homme sensible et vertueux, connu par tant de preuves l' aucien ami des Toscans, qu' un rayon flateur de salut colore l' extrêmité des sombres nuages, dont nous sommes entourés. Que ce rayon consolateur les dissipe, et nous redonne de jours sereins, et tranquilles. Notre reconnaissance sera pure, eternelle: et nos tardes néveux, qui vont jouir aussi des résultats heureux de vos soins bienfaisans et paternels, repéteront sans cesse dans l' effusion de leur ame: *Le Citoyen Belleville, ami des hommes vertueux, et jaloux de la gloire de la Nation a effacé le souvenir de la funeste journée du 28 Mars 1801. Pour lui la Toscane se prepara à son bonheur.*

Salut, respect, et dévouement.

Le 15 Avril 1801 -- 25 Germinal an IX. de la République Française.

Les Toscans amis des Français.

J. M. Charles Meng

II.

RÉCLAMATION

De Sieurs Chiarenti, Chev. Pontelli, et Deghores ci-devant Membres du Gouvernement Toscan

Au Citoyen Murat Général en Chef de l'Armée d' Observation du Midi.

Citoyen Général! Des hommes, qui pen-

dant quinze mois, ont été emprisonnés, frappés de coups, mis au pilori, exilés; qui ont vû seize de leurs amis brulés à Sienne, dixsepts condamnés aux galeres à Pise, trois à Porto-Ferrajo; qui reduits aux plus grandes extremités, et obligés de passer ailleurs, ont donné à l' Italie, et à la France l' exemple de la fermêté, du courage, et de la patience; qui n'ont pu être attaqués, que sous le pretexte du crime d' opinion républicaine: des tels hommes rentrès dans leurs foyers, ne se sont permis aucune vengeance, et ont attendu tranquillement la sorte, que la grande Nation leur préparait. Oui; des tels hommes ont donnè le spectacle surprenant de trente-milles familles, qui oubliant les horreurs de la persécution la plus inhumaine, préferaient la tranquillité de leur pays au plaisir de punir les scelerats, qui avaient reunis tant de forfaits. Ils pouvaient obtenir une reparation de leurs dommages; ils n'ont demandé, que d'émployer leurs bras, et leurs talents a l' avantage Public de l' État.

La paix est proclamée, et quoique ces infortunés se voyent donnés au nouveau Maitre, ils sont les premiers, et les seuls a prendre le parti de la conciliation, se flattant, que le nouveau Prince, redevable à la Nation Française de son élevation, leur aurait accordé au moins la surêté personelle, et les moyens de subsister, mo-

yennant leur travail en benefice de leur pays.

Citoyen Général! Vous avez été temoin de la tranquillité du pays, et de la conduite des amis des Français, dans le tems, que nous avons gouverné: vous pouvez en instruire le Gouvernement Français, et le Duc de Parme, qui l' à été dejà de notre part. Mais a peine nous cedons la place aux nouveaux Gouvernants, que le même jour on chasse honteusement des hommes instruits, et capables de remplir leurs fonctions; qui avaient occupé des places vacantes, et qui avaient travaillé, pour faire subsister l'Armée Française. On proclame tout de suite le retour des reglemens du 14 *Octobre* 1800, le retour de ces mêmes réglements, qui avaient répandu en Toscane l'horreur, et les gemissements; on rappelle aux places les mêmes individùs, qui avaient été jusqu'a ce moment avec les Autrichiens, et les Napolitains, pour organiser les revolutions, et les assassinats, et on reduit les amis des Français au desespoir.

Qu'arriverait-il depuis, si les Français n'étaient pas en Toscane? Si l'ami, et le beau-Frere du Premier Consul n'était pas parmi nous? Avez vous oublié les horreurs commis en Toscane dans l'année septiéme?

Nous ne sommes plus les membres du Gouvernement Toscan, mais nous avons toujours le droit de vous presenter au nom

de l' humanité, et de la tranquillité publique les cris des malheureux, les réclamations des amis de la France persecutés, et reduits plus que à la misere.

De sur plus nous avons le droit, de vous faire observer, que le premier acte arreté par les nouveaux Gouvernants ne fait, que attenter contre tout ce que nous avons fait, pendant notre sejour en place. En se bornant eux seulement à réconnaitre les ordres, et les réglements, qu' avoit été faits jusqu' au 14 Octobre 1800, ils tachent de donnér de nullité a tous les actes faites par nous, et ils amenent en consequence a des inconvenients les plus facheux.

La lettre (1) ci jointe du Cit. Belleville,

---

(1) *Lettre du Cit. Belleville chargé des Interêts de la République Française, et Commissaire des Relations Comerciales en Toscane aux Membres composants le Gouvernement Toscan.* -- Mon Gouvernement m' envoye résider auprès de vous non seulement pour concourir à maintenir en Toscane la tranquillité et le bon ordre, mais encore pour prévenir ou réprimer les abus dont vous pourriez avoir à vous plaindre, et qui seraient contraires à la volonté des Consuls de la République Française, ainsi qu'aux ordres donnés par le Général en Chef de l' Armée d' Italie.

Sans doute les circostances difficiles d'une

Chargé des intérêts de la République Française en Toscane, vous provera, que nous

---

guerre aussi longue, ont nécéssité des mesures d'urgence pour assurer avec éxactitude et célérité les sécours que les Toscans doivent à la force armée qui les garantit de tous les malheurs de l'anarchie, qui protège la liberté de leurs communications intérieures, de leur commerce au dehors, et enfin qui fait respecter leurs personnes, et leurs propriétés.

Mais ces sécours, tels qu'ils ont été fixés par le Général en Chef doivent être considérés moins comme une Contribution de guerre, que comme un tribut légitime que chaque individu doit en commun pour la sûreté personelle, et pour la Consérvation de l'État. En éffet les sommes démandées par le Général en Chef à toute la Toscane, et dont le récouvrement ne peut être ni modifié, ni différé, ne s'élevent pas en totalité au montant des impôts annuels que les Toscans payajent précédemment à leur Gouvernement; au moins telle a été l'intention du Général en Chef. Ainsi il dépendra de vous d'empêcher que cet État n'ait à souffrir de toutes réclamations illicites et inutiles dont la génerosité et la bienveillance de mon Gouvernement ont voulu préserver la Toscane

Déjà les proclamations qui ont été pu-

étions formellement reconnus, et que en consequence de cette qualité autorisés a nommer

---

bliées par ordre du Général en Chef ont fait connaître aux Toscans que les Français n'aiment à se souvenir que des bons procédés. Il m' est agréable d' avoir aussi à vous annoncer que le Premier Consul de la République, en me faisant connaître les dernières intentions sur l' objet de ma mission, m'a préscrit de ne parler aux Toscans que le langage de la Justice et de l'amitié, et de leur promettre de sa part la protéction qui leur sera nécéssaire pour les faire jouir de tout le bonheur qu' ils méritent par leur caractère National.

Je vous invite donc à vous réunir a moi pour ramener ce peuple industrieux, et bon aux principes de sagesse, et d'ordre, dont il n' a été arraché pendant quelques instants, que par les véritables énnemis de son repos, de donner tous vos soins pour fixer parmi les Toscans le calme et la côncorde, d' imposer silence à toutes les passions haineuses, de chassér tous les agitateurs, et de chercher à faire jouir par avance la Toscane des bienfaits de la Paix que la République desire donner à l' Europe par tous les moyens conciliables avec son honneur.

Pour confirmer ces promesses, dont je suis particulièrement chargé de vous rénou-

aux places. Les lois de la Toscane ne permettent pas de renvoyer les émployés sans

---

veller l' assurance, le Général en Chef a donné le Commandement de la Toscane à un Général qui déjà y est estimé autant par la pureté de ses moeurs, que par son amour pour la discipline. Je m'honore de son amitié et de sa confiance; Je vous garantis donc d' avance que vous nous trouverez constamment d'accord dans toutes les mesures utiles au service de l' Armée, et convenables aux habitans de ce pays.

Quoique le passé ne vous appartienne plus, si cependant vous jugez qu' il soit avantageux de nous faire connaître ce qui a pû être exigé, demandé, ou reçû, soit au nom de l' Armée, soit au profit de quelques individus, le Général Miollis, et moi accueillerons avec loyauté, et interêt vos déclarations, et tout ce qui sera prouvé être sorti des Caisses de la Toscane sera précompté sur le montant des Contributions fixées par le Général en Chef; il saura d' après le voeu manifesté du Gouvernement Français, faire rentrer ces sommes destinées uniquement pour l' Armée dans telles mains et de telle maniere qu'elles ayent été versées.

Les propriétés nationales, les monuments des arts ont dû être, et seront réspectés; donnez les ordres les plus positifs à vos su-

motif, et sans un Procés pour les Chefs de Departement.

---

bordonnés, pour qu' aucun individu tel qu' il soit, s' il n' a des ordres de mon Gouvernement ou du Général en Chef, et qui vous seraient transmis par le Général Miollis ou par moi, ne puisse rien enlever soit dans les dépots nationaux, soit dans les maisons particulières. Les premiers Magistrats de la République sont intéressés à connaître tout ce qui tendrait à altérer le respect qu'ils professent pour la foi publique; et je démens hautement tous ceux qui auraient abusé de leur nom; dénoncez donc avec confiance et sans réserve les abus commis, et ceux qui pourraient se commettre, et en vous autorisant à donner à cette Lettre la publicité que vous jugerez convénable, je vous rends ainsi envers le Peuple Toscan personnellement, et seuls résponsables des dilapidations qu' il dépend de vous de réparer pour le passé, et de prévenir à l' avenir en les faisant connaître.

En fin je dois aussi vous déclarer, que vous serez libres sans éxcéptions dans tous les chois que vous croirez devoir faire des individus les plus probes, les plus instruits, les plus justement considerés par leurs vertus publiques et privées, tant pour l' Administration de la Justice, la sûreté interieure, la diréction des Douanes, la per-

Nous reclamons donc vôtre Justice en faveur des infortunés.

Salut, et respect.

A Florence le 28 Mars 1801 — 7 Germinal an. IX. de la République Française.

Sig. *Chiarenti*, *Pontelli*, *Deghores*.

---

céption des impôts, la conservation des Archives, la garde des propriétés nationales, que pour tout ce qui dépend de l' Administration confiée à votre zèle, et a votre sagesse dans toute la Toscane.

Nous nous entendrons plus particulièrement pour les renseignements de détail que j' aurai à vous démander sur les contributions imposées, sur leur récouvrement, les versements déjà faits, et enfin sur les séquestres aux-quels les proprietés des ennemis de la Rèpublique étaient assujetties. Nous nous réunirons pour de concert assûrer l' éxécution trés active des ordres qui ont du être donnés sur ces differents objets. Si nous avions à révenir sur ce qui s'est fait, ce sera d' une manière officiellement ostensible, pour l' avantage de l' Armée, et la tranquillité de la Toscane.

Je saisis avec bien de l' empréssement cette première occasion de vous témoigner ma sincere consideration.

Florence ce 17 Frimaire an IX. Républicain.

Signé BELLEVILLE

III.

PETIZIONE

Dei Signori Chiarenti, Cavalier Pontelli, e Deghores già Membri del Governo Toscano

Al Governo Provvisorio installato dal Generale Murat li 27 Marzo 1801.

I sottoscrittti domandano rispettivamente alle Signorie loro uno schiarimento sulla Notificazione pubblicata sotto loro nome in questo stesso giorno (1), in quella parte,

---

(1) *Notificazione del Governo Provvisorio Toscano.*

Il Decreto del Sig. Generale in Capo Murat dei 27 stante ha ristabilito col pieno esercizio dei SUOI POTERI il GOVERNO PROVVISORIO INSTITUITO COL MOTUPROPRIO DEI 14 OTTOBRE 1800, ed ha dichiarato inoltre che i Dipartimenti tutti dello Stato debbano agire nella di lui dipendenza.

Il Governo RIPRISTINATO non conoscerà ALTRA NORMA NELLA SUA CONDOTTA, che quella delle leggi emanate dai diversi Regnanti della Toscana, e per il pubblico servizio avrà UNICAMENTE PER GUIDA GLI ORDINI, e REGOLAMENTI, che VEGLIAVANO all' EPOCA INDICATA DEI 14 OTTOBRE, in cui SI FECE *UN* DOVERE di assumere l' esercizio delle ingerenze Governative.

che riguarda l'osservanza degli ordini, e regolamenti, che vegliavano all' epoca *dei* 14 *Ottobre* 1800. La responsabilità, che impone ai medesimi la passata loro rappresentanza, obbliga i sottoscritti a questa domanda, e l' imminente partenza del Generale in Capo Murat gli porta a richiedere una sollecita

---

Sarà il Governo scrupolosamente esatto nel mantenere gl' impegni derivanti dai contratti relativi alla sussistenza dell' Armata Francese, e di confermare qualunque misura presa nel tempo intermedio per il detto oggetto, e per l' altro pure delle sovvenzioni, ed imprestiti, che si son convertiti in utilità dello Stato.

Quanto più le diverse classi si dimostreranno unite nel concorrere alla quiete, e al pubblico ordine, tanto più è sperabile, che restino allegeriti gli aggravj. L' osservanza delle Leggi, e la *religiosità* del carattere, che sono i tratti, coi quali si sono contradistinti sino a questo punto gli abitanti della Toscana, formeranno ancora in appresso la base di quella reciproca fiducia, che lega insieme la società.

Il Governo vive nella lusinga di essere corrisposto in queste vedute, nè crede che alcuno allontanandosi dal disposto della legge sarà per richiamarlo a FAR USO del RIGORE, a cui INEVITABILMENTE sarebbe

risposta, che attendono unicamente dalla loro bontà, e giustizia.

Sono intanto colla più alta stima, e rispetto Delle SS. LL.

Firenze 28 Marzo 1801.

Dev. Obb. Serv.

Chiarenti, Cav. Pontelli, Deghores

I V.

R I S P O S T A

Alla Petizione precedente dei Sigg. Chiarenti, Pontelli, e Deghores

Ill. Sigg. Sigg. P.roni Col.mi

La Notificazione di questo giorno non ha altro oggetto, se non che quello d' informare il Pubblico delle MASSIME colle quali i componenti il Governo Provvisorio INTENDONO DI CONDURSI nell' esercizio delle incombenze, di cui sono stati incaricati.

Tanto mi commettono i medesimi di replicare al biglietto delle Signorie loro Illustrissime di questo medesimo giorno, con-

---

in dovere di ricorrere, se mai la pubblica sicurezza rimanesse turbata.

Dato li 28 Marzo 1801.

Firmati -- *Giuseppe Franccsco Pierallini, Antonio Maria Cercignani, Bernardo Lessi, Giulio Piombanti* -- *Cristofano Corsi* Segret.

forme eseguisco colla presente nell' atto di protestarmi con tutto il rispetto.

Delle SS. LL. Ill.

V.a *Pierallini*

Dalla Segreteria di Stato li 28 Marzo 1801.

Dev. Obb. Serv. *Luigi de Po.nt* Segr. int.

V.

RÈCLAMATION

Au Cit. Murat Général en Chef de l' Armée d' Observation du Midi

Des Mess.

Le Chev. Felix Fontana *Directeur du Gabinet de Phisique, et d'Histoire naturelle a Florence.*

Jacques Nardi *ex-Directeur des Secreteries d' État Professeur du droit public dans l'Université de Pise.*

Paul Mascagni *Professeur d' Anatomie dans l' Université de Pise.*

Joseph Castinelli *Professeur de Droit Criminel dans l' Université de Pise.*

Citoyen Général! Le nouveau Gouvernement le jour même de son installation a proclamé, que les Reglements, qui étoient en observance avant le 14 OCTOBRE, seront le modele de sa conduite. Ces sont les loix de sang, qui établirent le regne de la terreur, jetant la desolation dans trente-milles familles.

On destitue les émployés pour s' entou-

rer de ces mêmes hommes, qui remplissoient les bureaux avant l' arrivée des Français. Ces sont les mêmes mannequins de la tirannie, qui immoloient tous les jours quelque victime au fanatisme, et à la persecution.

Enfin on nous annonce la RIGUEUR, et les punitions avec le langage de ces horribles magistrats, dont la seule memoire fait encore tremblér les habitants paisibles de la Toscane.

Nous venons à vous, Général, Deputés des tants malheureux, qui après avoir donné l' exemple de la fermêté, et de la patience, viennent de donner celui de la generosité, et de l' amour de l' ordre.

Nous le serons de tous les Toscans, lorsqu' on connoitra quels sont nos voeux, et nos petitions.

Nous ne démandons, que la Proclamation, et l' Éxecution de ces mêmes principes de conciliation, dont le Premier Consul s' est servi en France, pour étouffer les haines, et l' esprit de parti.

Nous oublions le passé. Qu' on ne connoisse que des Toscans! Que la probité, et les talents soient les seuls droits, pour parvenir aux places, sans aucune distinction d' opinion.

A' cet égard nous vous demandons, Cit. Général, un Congrés en vôtre presence avec les nouveaux Membres du Gouvernement,

pour concerter avec vôtre mediation des dispositions, qui puissent tranquilliser les esprits, et fixer un sisteme propre à rendre à la Toscane ces beaux jours de tranquillité, et de bonheur, qui l' ont rendue autre fois l' admiration de l' Europe.

Salut, et respect.

Li 29 Mars 1801 - 8 Germinal an. IX. Rep.

Signés *Fontana*, *Nardi*, *Mascagni*, *Castinelli*.

VI.

RÉCLAMATION

Au Général en Chef Murat

Par les Mess.

Advocat Michelange Buonarroti *Auditeur Secretaire de la Jurisdiction*.

Advocat Rivani *President du Supreme Tribunal de Justice*.

Citoyen Général! Votre arreté du 6 Germinal an. IX. d' aprés la dimission démandée par les Mess. Chiarenti, Deghores, et Pontelli a retabli à l' exercice des fonctions gouvernatives ceux qui les remplissoient a l' epoque du 14 Octobre 1800, c'est a dire M. Antoine Cercignani, M. l' Aud. Bernard Lessi, M. Joseph Pierallini, et M. Jules Piombanti.

Ces Messieurs, aprés leur installation se sont empressés de donnér a vôtre decrét une intelligence toute a fait contraire a vôtre intention. Ils ont imaginé d' être auto-

risés a retablir les lois, les ordres, et les reglements, qui étoient en vigueur à l'epoque du 14 Octobre, c'est a dire, à l'epoque de la persecution la plus acharnée.

D'aprés cette maxime ils se sont protestés par leur Arreté du 28 Mars 1801 qui regleront leur conduite conformement aux dites loix, decrets, et reglements du 14 Octobre 1800, et en attendant ils ont destitué une foule d'employés, et fonctionnaires publiques, placés valablement par les Membres du Gouvernement, qui leurs avoient precedé consequemment a l'autorisation, qu'ils en avoient reçue par le Cit. Belleville Commissaire de la République Française, et chargé de ses interéts en Toscane.

Il est a craindre d'aprés cette demarche du Gouvernement, et des maximes contenues dans leur dit arreté, que les sentences de la Delegation de Police, et tant d'irregularités, qui ont mis les Toscans au desespoir pendant l'année septieme vont être mis en activité de maniere, que la demarche *vraiment revolutionaire* du Gouvernement actuel va reduire a l'indigence, et la misere la plus affreuse un nombre infini de braves gens, qui ont soutenus la cause de Français, et que presente l'Armée Française ne pouvent pas se tranquilliser, même rapport a leurs sureté personelle, et qui peutêtre sont reservés encore une fois aux ca-

chots, aux Galeres, à la deportation, à l' exile.

N' a-t-il de plus insultant pour la Nation Française, que de voir anneantis dans un instant par des sujets placés par elle même touts les ordres, les arretés, les reglements, donnés par le Généraux Français, et même par le premier Consul Bonaparte?

Oui, Cit. Général, il est a craindre, que ces dispositions du Gouvernement actuel rallument le flambeau de la discorde parmi les Çitoyens de toute classe.

C' est pour cela donc, qu'au nom d' une infinité d' infortunés frappés, ou menacés par le dernier arreté du Gouvernement, que les soussignés Rivani President du Supreme Tribunal de Justice, Buonarroti Auditeur-Secretaire de la Jurisdiction, et Surintendant au Clergé de la Toscane, reclament vôtre justice, pour obtenir, que le Gouvernement actuel de la Toscane ne s'ecarte pas des loix, et reglements existants à l' epoque de leur derniere installation, que dans leur conduite ils suivent les maximes de moderation adoptées par la sagesse du Gouvernement de la France; que touts les individus remplis d' honnêtété, et de capacité soient conservés dans leurs places, et qu'enfin il se conduit de maniere de faire oublier a la Toscane les horreurs de l' année septieme, au lieu de faire verser de larmes nouvelles.

Signés *Buonarroti*, *Rivani*.

DOCUMENTI

PER LA STORIA

DEL

GOVERNO PROVVISORIO

TOSCANO

dei 27 Marzo 1801.

TOMO II.

ITALIA

V I I.

LA TOSCANA DA 25 MARZO 1799 a' 20. MAGGIO 1801.

Edizione corretta, e aumentata

AL SAVIO E ILLUMINATO GENERALE

LEOPOLDO BERTHIER

Capo dello Stato Maggiore Generale
dell' Armata d' Osservazione
del Mezzogiorno.

A Voi, Generale, che avete preso un vivo interesse per alcuni uomini, che avevano servito con fedeltà i Francesi; a Voi, che non approvate il sistema di una reazione barbara, ma anzi vi ci siete opposto con forza: a Voi, che conoscete i mali nei quali vie più la Toscana s' ingolfa, l' avvilimento di una Classe in cui vi sono uomini di sommo merito, e l' orgoglio, e la prepotenza dell' altra; A Voi, che odiate ogni partito, e che avete sentimenti d' umanità, si dirigono queste poche riflessioni sulla Toscana dal di loro Autore.

Presentatele al Generale in Capo con quella solita energìa degna di Voi. Egli vuole la felicità di questi Stati, la reconciliazione di tutti gli animi, l' estinzione di tutti i partiti.

Non può essere dunque, che l' effetto dell' inganno, se tutto ciò non si ottiene suo malgrado. Egli è previdente, savio, conoscitore: ma ciò non basta per sottrarlo alle reti dei cattivi. Permettetemi, che io dica ciò, che Metastasio mette saviamente in bocca di Temistocle parlando di' Serse a questo proposito.

. . . Ma un Re sì grande
Tutto veder non può: talor s' inganna
Se un malvagio il circonda,
E di malvagi ogni terreno abonda.

Non defraudate, Cittadino Generale, l' espettativa concepita dai buoni, e dai veri amici della Patria nella vostra valevole mediazione.

Salute, e rispetto

L' Autore.

Il desiderio della felicità della mia Patria mi muove a pubblicare mio malgrado questo compendio di riflessioni sulla Toscana. Io sento il dritto, che la natura, e le patrie Leggi mi concedono, e una forza, a cui non posso resistere, mi costringe a rompere quel cupo silenzio prodotto ordinario del più fiero de' dispotismi, e della più vile delle schiavitù. Qual' uomo, non dirò filosofo, ma che non abbia affatto perduto il senso comune, o del tutto corrotto il suo cuore, può vedere a ciglio asciutto i mali nei quali è sepolto il più fl rido, ed il più culto degli Stati Italiani? Per qual fatalità la Toscana (corre adesso il terzo anno) ha gemuto, e geme sotto il peso di uomini che o per genio, o per istupidezza hanno cercato di abrutire tutti gli abitanti, o di renderli gli uni degli altri furiosamente nemici?

O Voi che reggete la somma delle cose, e col valore dettate legge al mondo deh! vi muova la sorte di tanti Esseri non indegni delle vostre beneficenze!

Avevano appena i Francesi evacuata la Toscana dopo la battaglia della Trebbia, che il Senato Fiorentino, il quale si usurpò tutta l' autorità Suprema, si mostrò il nemico più crudele di tutti quelli che avevano presa parte agl' impieghi sotto il dominio Francese. Fu vano il reclamare il Motuproprio del Granduca Ferdinando III., che inculcava ai suoi sudditi l' obbedienza ai Francesi, e fu vano del pari l' aver beneficati i nobili, ed i potenti, non che impedita una maggior serie di mali. *Tre Inquisitori della Camera nera, un Auditore di Consulta ed un Segretario infedele* chiamarono il più *Atroce de Ministri* per essere l' istrumento delle loro colpevoli intenzioni. I saccheggi, il fanatismo, la crudeltà, le prigionie, le berline, le proscrizioni di quel tempo sono disgraziatamente pel nome Toscano troppo note, e troppo la storia le additerà ai posteri, che appena le crederanno. Resterebbe forse incerto soltanto, se furono l' effetto della perfidia, o dell' ignoranza, se lo storico imparziale non dovesse convenire che l' una e l' altra campeggiarono in tutte quelle infernali operazioni.

Tale fu il furore del partito, che i Ministri più savj, e moderati allievi dell' immortale Leopoldo furono processati e dimessi dalle loro cariche luminose, e che la Giustizia fino nel suo santuario oltraggiata dichiarò, non meritare fede in giudizio

chi seguiva *le insegne infami di una Nazione sterminatrice d' ogni virtù*, indicando la Francese. Nè il sovrano nè il Popolo furono mai, o in alcun tempo cotanto abusati.

E' cosa inutile al mio scopo il dimostrare, che questi Ministri tradirono il loro Sovrano egualmente che la Patria loro, ed i loro Concittadini; che non previddero l' incertezza de' futuri avvenimenti; che il loro odio, e la loro ambizione li strascinarono in un abisso da cui non sarebbero risorti mai più, se la Generosità Francese non fosse stata più grande dei loro delitti: ma può essere utilissima cosa il riflettere, che nè il dovere, che li lega al Sovrano, alla Patria, ai Concittadini, nè l' esperienza dei loro errori, nè l' altrui magnanimità li hanno forse resi più umani, o più giusti, e che sono pronti forse nel primo momento favorevole a immolare vecchie, e nuove vittime al loro furore implacabile.

All' approssimare delle falangi Repubblicane rese omai padrone d' Italia dopo la battaglia di Marengo, cui la storia non ne addita l' uguale, le ciurme Tedesche, e i seduttori del Popolo fuggirono insieme, si squarciò il velo misterioso, e l' incantesimo fatale fu interamente distrutto sotto le mura d' Arezzo. I colpevoli lasciarono preda dei vincitori i sedotti, ma essi reputando i loro delitti maggiori di ogni misericordia abbandonarono vilmente i loro posti, mostrando

col fatto di aver tradito il Sovrano, e lo Stato. Nel fuggire affidarono le redini del Governo a dei loro sateliiti, che per la nullità dei posti prima da essi occupati non avevano pubblicamente contratta inimicizia colle opinioni; e ne misero però alla testa l'autore di ogni persecuzione, l' amico del *Cremani*, il nemico acerrimo d' ogni sistema di moderazione, di ciò che è Francese, o che può anche remotamente sapere di Francese (1), unendo a lui un *Avvocato* il quale aveva della reputazione, che il suo carattere finto, e doloso, la necessità di fare il discepolo, e di giurare sulle parole del suo compagno, e l' imperizia delle cose governative gli hanno fatto in seguito perdere onninamente (2).

Erano in tale stato le cose, quando il General *Dupont* con un atto di giustizia ordinò lo scioglimento dei sequestri dei beni degli Assenti, e la scarcerazione degli Opinionisti. Quell' *Amico di Cremani* già acco-

---

(1) *L' Aud. Giuseppe Franc. Pierallini.*

(2) *L' Avv. Bernardo Lessi, uomo d' un aspetto favorevole, col sorriso obbligato sulla faccia, e talmente disinvolto nelle opportunità, che nel Maggio del 1799, propose alla Municipalità di Firenze di bruciare il* libro d' oro, *il palladio della nobiltà, e il monumento più folle dell' orgoglio umano.*

stumato ai cavilli del basso foro credeva con mezzi termini eludere in parte le disposizioni del Generale, che stanco della di lui ostinazione lo congedò finalmente dal Governo.

Il Generale *Miollis* successe a *Dupont* nel comando. Egli insisteva per l' esecuzione dei Decreti del suo antecessore, ma non potè mai giungere allo scopo di vedere riaprire la Università e i pubblici stabilimenti d' istruzione, e molto meno restituire ai loro impieghi i depostine per opinione. A tale punto le cose giunsero, che fu forza di nominare tre individui di partito Francese per aggiungerli *a costoro* nominati dalla *Reggenza Austriaca e dal General Sommariva.*

Era infatti cosa ridicola i Francesi occupare tutta la Toscana, ed esistere un governo nominato dal *nemico Generale fuggitivo, e da una Reggenza delegata, a cui il diritto di suddelegare legalmente e naturalmente mancava.* Non soffrirono i vecchi governanti l' aggiunta dei nuovi, e amando meglio dimettersi, rimasero questi soli alle redini del Governo.

Gli uomini Savj non si augurarono invano da costoro un miglior ordine di cose, e la tranquillità della loro patria.

I servigj prestati allo Stato, e la loro savia amministrazione resulterà vittoriosamente da un Opera, che si va compilando, e che sarà resa pubblica colle stampe. Que-

sta ci disimpegna dall' entrare nella Storia del Governo dei Signori Chiarenti, Pontelli, e Deghores. Basti il sapere, che dopo una carriera delle più commendevoli, eglino si crederono obbligati a dare la loro dimissione, come resulta dalla seguente lettera, che indirizzarono al Gen. in Capo *Murat* li 26 Marzo 1801. » Da lungo tempo, Citt. » Generale, noi vi abbiamo manifestato » il nostro imbarazzo, non sapendo in vista » dell' esaminato delle nostre finanze, come » poter supplire ai bisogni dello Stato, e » al servigio dell' armata Francese. Essen- » do stato impossibile di ritirare l' esazioni » Straordinarie, di cui ci eravamo incarica- » ti in principio, ci sono mancate tutte le » nostre risorse. E' accaduto quello, che » noi avevamo previsto; non possiamo al- » trimenti soddisfare alle domande dei For- » nitori, che ci assediano da ogni banda, » e ricusano di continuare i fornimenti per » la mancanza dei mezzi. Giunti a cotal » punto, che non si poteva evitare, voi ci » permetterete, Citt. Generale, che vi do- » mandiamo la nostra dimissione. Noi ab- » biamo fatto tutto ciò, che era in nostro » potere, *per diminuire i mali della Tosca-* » *na; non potendo altrimenti riuscirvi, ci ap-* » *partiene il lasciare le redini del Gover-* » *no*. QUANDO NON V' E' PIU' LA SPE- » RANZA DI ESSERE UTILE AL SUO PAE- » SE, QUESTO E' IL SOLO PARTITO,

» CHE GLI UOMINI D' ONORE POSSONO
» ADOTTARE. Noi vi assicuriamo, Citt.
» Generale, della nostra perfetta stima, e
» considerazione. *Firm.* Chiarenti, Cav. Pon-
» telli, Deghores. » Nei 27. Marzo il
Gen. *Murat* dette loro l' appresso risposta:
Io ricevo, Signori, la vostra lettera di jeri, colla quale mi annunziate, che rendendosi sempre più difficile di poter supplire ai bisogni dello Stato, e a quelli dell' Armata Francese, attesa la situazione sempre più infelice delle vostre finanze, siete forzati a domandarmi la vostra dimissione. Io ve l' accordo con tanto più dispiacere, in quanto che nelle circostanze difficili, in cui vi siete trovati, non avete cessato di dare all' Armata Francese delle prove autentiche dell' attaccamento, che avete per il mio Governo, di cui essendo io l' organo, mi è grato di trasmettervene i ringraziamenti.

Firm. MURAT.

Attesa l' accettazione di questa rinunzia il Generale in Capo richiamò al Governo i *quattro nominati della fuggitiva Reggenza*. Non era determinato in Cielo, che i mali dovessero ancora finire.

Suppose il Generale di trovare in essi, per l' esperienza almeno delle cose passate una qualche saviezza.

Ma gli uomini di sistema non cangiano facilmente di cuore; anzi impervertiscono a misura che hanno, o sperano un potere più esteso. Essi circondatisi di no-

bilissimi, segreti, e incapaci Consiglieri hanno infatti tradita l' espettativa, e le intenzioni del Gen. in Capo; o per meglio dire hanno disobbidito ai suoi ordini, ed hanno col primo Editto rinnovato il sistema della persecuzione sotto gli occhi stessi di quella Nazione, dal Generale della quale ripetono ora l' autorità di cui sono rivestiti.

Col primo Editto essi hanno richiamata l' Epoca de 14 Ottobre; hanno cioè fissata per massima, che altre leggi non hanno vigore in Toscana, che quelle, che avevano vigore in quel tempo, e che altri Ministri, e funzionari legittimi non vi sono, che quelli che esistevano in quel giorno, in cui per loro opera si suonò campana a martello per tutto il Granducato contro i Francesi, e i loro seguaci. Editto fu quello di sangue, di terrore, e di morte: editto, che richiama le persecuzioni, prescrive i sequestri, le carceri, le Berline, i pubblici lavori, le fortezze, gli Esili; e se l' esecuzione è ancora imperfetta, egli è perchè sotto gli occhi d' una forza imponente la perfidia, e la volontà cedono al timore. Fu infatti sì chiaro lo spirito di quello scritto, che urtando di troppo le circostanze in altra Notificazione fu fissata l' Epoca del giorno 15 Ottobre, e dichiarato, che il Governo non intendeva rinnovare le persecuzioni, e che gli stabilimenti delle scienze, e delle arti restavano intatti. Parole ludibrio dei venti!

astuzia di Vecchi avvezzi a ingannare i semplici! La mano persecutrice ha piombato su tutti. (1) I Professori delle Università non pagati, e cassati dai ruoli le Scuole Leopoldine soppresse: minata l' Accademia del Cimento; dimessi i Ministri tutti inclusivamente quelli, che avendo servito lo Stato per molti anni erano stati sospesi *dal Tribunale infame delle Delegazioni*, e richiamati dal General Francese all' esercizio delle loro funzioni; e ciò che fa orrore, restituiti ai posti più luminosi i Traditori dello Stato, e del Sovrano, i persecutori sanguinarj de' loro concittadini, i capi di un sistema barbaro, e scellerato, i nemici acerrimi del nome Francese, quelli, che carichi di delitti abbandonarono i loro posti all' arrivo dell' armata Vittoriosa, coloro che dopo l' ingresso di *Dupont* e il generoso perdono hanno istigati nuovamente gli abi-

---

(1) *L' Aud. Pierallini, si racconta, che fu avvertito nell' Aprile del* 1801 *a moderare la sua bile inesorabile. Gli fu fatta temere una reazione di alcuno dei tanti, che col bellissimo ritrovato dei* 14. Ottobre 1800 *si condannavano come per divertimento all' abjezione, o alla miseria.* Mi ammazzino pure, *egli rispose*, Sono oramai vecchio. Io morirò bensì contento di essermi vendicato. L'anedoto non è molto edificante.

tanti delle Campagne a sollevarsi contro l' armata, e baldanzosi rientravano nelle Città che di mano in mano erano occupate dai Napoletani, e dagl' insurgenti; tutti rei di nuova *fellonia* verso l' esercito occupante, da cui debbono ancora ottenere il perdono. E ciò si chiama conciliare tutti i partiti, essere giusti, e non perseguitare? E ciò si dice corrispondere alla savia ed energica Lettera dal Generale in Capo *Murat* quando annunzia al Governo la *Ratifica* del trattato di *Luneville*, e lo invita *a sopire tutti i partiti* e *a rendersi degno della confidenza che ha in esso riposta*? Non è rotto ancora il filo che lega la Toscana all' Inghilterra, ed all' Austria; cova il germe dell' odio Ministeriale contro i Francesi, e il Governo non è persuaso ancora, che il suo antico padrone non ritorni: lo spera, e odia forse il nuovo Sovrano quanto la Nazione, che l' ha dato. Tale è l' induzione, che la condotta del Governo medesimo ci dà il dritto di fare.

Se ciò non fosse, alimenterebbe esso un partito, per deprimerne un' altro? Susciterebbe egli le vecchie nemicizie; casserebbe dagl' impieghi tutti *i così detti opinionisti* quasi che questi non fossero sudditi più fedeli di esso al nuovo Principe? Conserverebbe gli Stemmi Austriaci, e farebbe gli atti pubblici in nome del vecchio Sovrano, quando la proprietà dello Stato è

passata nella Casa di Spagna dopo segnata la ratifica di Luneville ? Avrebbe egli pubblicata al Popolo la savia Lettera del Generale *Murat* con quattro versi *Gesuitici* invece d' un Proclama energico, e degno delle circostanze ? Permetterebbe nelle Provincie, che si portasse coccarda gialla e nera, che si obbligasse a gridare *Viva l' Imperatore*, *Viva Ferdinando III.*; che s' insultassero, come Giacobini, quelli che desiderano la venuta del Monarca Spagnuolo ? Si darebbe egli ogni cura di reclutare gli antichi Cacciatori, vale a dire, gl' insurgenti dello Stato, e d' infiammargli al Servigio coi proclami del Magistrato Civico, in cui si rammenta la loro spontanea, e lodevole smania di Secondare i Tedeschi, o i Soldati della Madonna d' Arezzo ? Averebbe egli richiamati all' impiego i colpevoli fuggitivi, rei di mille delitti, e che ci perderono ogni diritto subito che lo abbandonarono vilmente ancorchè per semplice paura, non diversamente da una sentinella, che abbandonato il posto per solo timore, non cessa per questo d' esser meritevole di morte ? Il solo *Cremani* non è richiamato al suo posto (1), e per lui si commette una ingiustizia, nè si

---

(1) *Si vuole bensì, che gli si paghi puntualmente il suo onorario di Presidente del Buon Governo.*

osserva l'Editto che fissa l'Epoca de 14, Ottobre. Vi saranno alti motivi; oppure sono già conosciuti da chi sa penetrare nella malizia di un governo versipelle.

E' dimostrato abbastanza, che i quattro componenti l'attual Governo sono ligj dell' Austria, e forse dell'Inghilterra, (sempre la loro condotta somministra il motivo di crederlo); che sono colla prima in corrispondenza, che risvegliano il sistema della persecuzione, che odiano gli amici dei Francesi con Essi, e che sono ugualmente nemici di questi che della Casa di Spagna.

E in tali circostanze uomini tali consegneranno lo Stato a Lodovico? Ecco, diranno, Sire vi presentiamo due classi di Sudditi: una ha avuto l' onore di perseguitare, di opprimere, e di annientare a torto l'altra; così ha servito Voi, e lo Stato. Questa è il nostro sostegno: quelli che la compongono, occupano i primi posti. L' altra ha osato credere, che un Governo Repubblicano possa essere migliore di un Monarchico: essa, è vero, non è stata revoluzionaria, ed ha obbedito alle Leggi della sua Patria: ma vi sembra poco, o Sire, l' audacia di pensare, l' aver più talento, maggiori lumi, e maggiore virtù di noi? Conveniamo, che in essa esistono i migliori Sudditi di Voi, che siete un Principe nuovo; conveniamo, che vi desiderano, e che vi amano, ma crediamo pericoloso,

che il loro sapere tolga a noi e alle nostre creature la maggiore influenza, e che conservino qualche rancore contro i ministri del vecchio Principe, che li hanno perseguitati, e contro noi che li abbiamo perseguitati con eguale ingiustizia. Noi vi proponiamo di seguire le nostre intenzioni, di vendicare le offese benchè non fatte a Voi, di obbliare, che sono amici dei Francesi, dai quali voi ricevete il Trono, e di non perdonar loro l' aver avuta una Opinione. Voi siete Giovine o Sire. Tutti gli amanti di novità sono giovani: il Mondo è regolato adesso dai giovani, e per questo va tutto in perdizione. Osservate Buonaparte, e i Generali Francesi: essi sono tutti giovani. Credete ai vecchi. Che moderazione? Che transazione! Carceri, esili, sangue, ecco il nostro progetto. Noi vi conseguiamo lo Stato scisso in oppressori, ed in oppressi, ed avremmo ancora tentato sbarazzarlo dalle Truppe Francesi, se le loro forze non fossero state superiori alle nostre. Voi seguitate le nostre traccie, se volete avere la pubblica tranquillità.

O Toscana, o Patria mia, o terra feconda in ogni tempo d' uomini grandi, perchè mai sei tu condannata ad essere schiava di uomini perfidi, o imbecilli? Perchè non si sono scelti tra i tuoi figli, che tanti pur ve ne sono, gli abili, gl' illuminati, i savj, quelli, che altro partito non hanno, che la

giustizia, altra opinione, che la felicità dello Stato, altro interesse, che il pubblico? Nel corso di più anni essi gemono, e vedono i tuoi mali, nè sono chiamati a porvi riparo. Tu dovevi essere presentata al tuo nuovo Principe quale Sposa castissima, e qual Madre, che ama ugualmente tutti i suoi Figli, e in vece tu comparirai un' Adultera, ed una matrigna crudele.

Invitto Generale in Capo dell' Armata d' Osservazione del Mezzogiorno, Cognato benemerito del Primo Console della Repubblica Francese, che ha estinti tutti i partiti, ottimo *Murat*, ascoltate un uomo, che non è nè Giacobino nè Aristocratico, nè rivoluzionario, nè controrevoluzionario, non eccessivo in alcun partito, e in conseguenza biasima il male ove si trova e non è ligio delle operazioni ingiuste di chiunque governa; che conviene con *Pope*, che il Governo può essere quello, che è meglio amministrato e in cui la giustizia è imparziale per tutti, e degnatevi in mezzo alle vostre gravi occupazioni di volgere un' occhiata benigna su i dettagli, che affliggono lo Stato, in cui avete fissato il vostro Quartier generale. La Toscana ha provato abbastanza di mali, di reazioni, e d' orrori. Le vostre Lettere sono divine; ottime le vostre intenzioni, savie le vostre providenze: ma esse riguardano in grande la pubblica felicità, e non si occupano delle

particolari circostanze, dal complesso delle quali finalmente la felicità pubblica resulta. Vedrete quante vittime immola il sistema fatale adottato dall' attuale Governo; quanti professori celebri, ed uomini di sommo merito sono nuovamente spogliati de' loro impieghi per *il grave delitto di genialità verso i Francesi*; come questo tende a mantenere gli odi, e a scindere lo Stato, e quanto pernicioso sia al nuovo principe, e a quella riconciliazione, che voi avete comandata. Qual riconciliazione può esservi dove una classe di uomini è esclusa affatto da ogn' impiego, ed influenza, e questa anzi è data tutta ai più acerrimi nemici vostri, e di quella classe sacrificata adesso per quella medesima causa comune ad essa, e a Voi. Perchè nelle campagne s' inalbera di nuovo la coccarda gialla, e nera, e quella degli Aretini, e si fabbricano nelle Città, e si vendono pubblicamente i cordoni alla tedesca? Perchè la coccarda tricolore pubblicamente, e sfacciatamente s' insulta? Perchè sono uccisi proditoriamente nelle vicinanze di Siena, e sulla strada di Bologna dagli assassini che hanno alla testa dei Preti, i bravi soldati che comandate? Perchè lo spirito d' insubordinazione si fa sentire in Livorno, e in mezzo alle medesime vostre truppe sedotte? Perchè Portoferrajo si difende da ribelle, e contro ogni diritto delle genti dall' armi vittoriose della Repub-

blica? Perchè il Governo Provvisorio, dopo aver fatto distruggere il Battaglione Toscano, cotanto benemerito dello Stato nei tempi i più calamitosi, fa passare le razioni agli *ex-Militàri Toscani*, vale a dire, a quelli, che si riunirono agli Austriaci per combattervi, che comandarono le file degl' Insurgenti per assassinarvi? Perchè gli Uffiziali di questi *ex-Militari Toscani*, pasciuti a spese dello Stato, e sciolti come il Battaglione, che si è condannato alla fame, passeggiano colle monture degli Aretini, mentre si è vietata l' onorevole Divisa Francese agli Uffiziali del Battaglione predetto? Ah credete voi, che sia sopito nei nemici l' odio, e lo sdegno primitivo? credete Voi, che il ferro micidiale non sarebbe nuovamente inalzato, se l' occasione si presentasse ad essi favorevole? Non è la Nazione che si accusa. I Toscani sono di natura loro buoni, savj, pacifici, amanti dell' ordine, e delle scienze; ma se li guida una mano infedele, se la moltitudine è traviata da massime perniciose; Voi sapete, che il popolo non è sempre nè in tutti i momenti ragionatore. Tra di noi non vi sono stati mai nè rivoluzionarj, nè nemici del Sovrano: alcuni perfidi hanno inventato questo pretesto per inalzarsi sulle sciagure comuni fino alle più luminose cariche dello Stato. Che il vostro nome continui a risuonare con gloria; che la felicità interna della Toscana cor-

risponda a quei vostri scritti, che tanto vi onorano ogni dove, e vi onoreranno presso i posteri, e che la Storia patria della Toscana additi che l' esecuzione essendo uniforme alle vostre intenzioni, i fatti non furono difformi dalle massime, che pubblicaste. A Parigi si leggono i bei Proclami, e le belle lettere, ma s' ignorano i dettagli delle operazioni del Governo in Firenze, perchè in tanta distanza, e nel grande delle cose succede sempre così. Lo Storico solo, cui nulla sfugge, nel silenzio delle sue meditazioni; e nel raccogliere i fatti, lo storico temibile dai Grandi e dagli Eroi per la memoria, che tramanda di essi presso la posterità imparziale, traccierà ancora la saviezza delle vostre operazioni, e farà conoscere che non sempre una certa politica perniciosa alla fine e a chi comanda, e a chi obbedisce, e qualche altra veduta particolare indegna delle anime grandi la vincono sopra uno Spirito generoso, illuminato e benfatto come il vostro. Troncate il filo incantato di tante reazioni: fissate una vera reconciliazione: diffondete nelle operazioni del Governo lo spirito di pace, che tanto vi distingue in mezzo ai bellici vostri trionfi, e fate consegnare al Principe, che la Vostra Nazione ha destinato alla Toscana, questa bella parte d' Italia non indegna per tutti i riguardi delle cure della più grande delle Potenze da un Governo

composto di uomini senza passioni, che cancellino tutto ciò che vi è di vecchio, che seppelliscano ogni rancore, che obliino ogni opinione, e che presentino una Famiglia di Fratelli, che si amano, ove nessuna divisione nè odio, ma pace, e tranquillità invidiabile regnano costantemente.

Aggiunta non inutile.

A quanto si è detto l' autore aggiunge una riflessione finanziera, che non ha stimato bene inserire nel corpo dell' Opera. Perchè si piange sempre sullo stato delle Finanze, si esagerano i mali delle circostanze, si trascurano i mezzi di risorsa, e si aggrava la mano sui poveri risparmiando i ricchi per ritorcere presso il popolo tutto l' odio contro i Francesi, quando vi sono delle risorse, che possono essere utili all' Armata senza l' aggravio della nazione, e dei Cittadini? Sembra, che non sia difficile l' indovinarne il motivo, che non può essere differente da quello che anima tutte le altre operazioni del Governo, delle quali si è parlato. Basta non scordarsi, che in Toscana si sono organizzati tutti gli orrori commessi in Italia, e, che gli Organizzatori hanno adesso una grande influenza.

VIII.

LETTERA

Del Sig. Dott. Averardo Genovesi al Governo Provvisorio della Toscana.

Destinato dai vostri predecessori nel Governo alla carica di Commesso nella Segreteria di Stato, io ho adempito le mie funzioni con quello zelo, che è proprio del mio carattere, e dei miei principj. La nuova metamorfosi operata per mano d' un istessa Nazione, non dovrebbe sicuramente influir punto sulla mia sorte, quando si volesse seguitare a far uso delle massime di giustizia, e di moderazione, e quando lo spirito di partito non volesse dettare delle misure, che risentissero a danno di tutti dei lagrimosi tempi dell' anarchia.

Ho presentito tuttavia, che Voi, Signori, vogliate rimuovermi dal mio impiego. Straniero a tutte le fazioni non è nella mia massima l' urtare il capriccio degli uomini, e delle vicende. Ho creduto d' impiegare per la mia patria i miei talenti, e la mia attività. Quando venissi con delle ragioni reputato inutile, ritornerei nella oscurità, e nella solitudine della mia piccola campagna.

Ma il mio onore esige, Signori, tutti quei riguardi che si debbono a un Giovane di stabilita reputazione. E' per questo, che

io vi richiedo, che mi dichiariate formalmente, e in iscritto la vostra decisione. La giustizia reclama sollecitamente la vostra risposta.

Io mi protesto frattanto, Signori, che io non chiedo dimissione; che io non l'accetto volontariamente senza produrre dei demeriti. Nel caso, che mi vogliate violentare mi riserbo a ricorrere a quella Suprema Autorità, che mi riconobbe impiegato, e che si compiacque d'eleggervi provvisoriamente al governo della Toscana.

Salute, e rispetto.

28. *Marzo* 1801.

Firm. Averardo Genovesi
Comm. della Segreteria di Stato.

IX.

LETTRES

Du Général de Brigade Pignatelli au Général de Division Thareau (1).

Pignatelli ec. Au Général Thareau. *Lucques* 23 *Germinal an. IX.* (13 *Avril* 1801.)

---

(1) *La piccola Legione Toscana formata primachè la pace coll' Imperatore rendesse pubblica la cessione della Toscana al Duca di Parma, anzi nel tempo, che la debolezza delle forze Francesi obbligavano il Generale Miollis a tirar partito dagl' Italiani, amici della sua*

Ne vous vous voyant pas arriver, je m'empresse de vous écrire, pour vous soumettre mon opinion sur l' operation, que l'on voeut faire, avant que vous ayez donné vos instructions à la personne, que vous en chargerez. Le Général en Chef ordonna avant le départ de la Troupe Toscane de Florence une révue d' Inspecteur, pour (voici les expres-

---

Nazione, non potea incontrare i riguardi del Governo Provvisorio Toscano, installato nei 27. Marzo 1801. Egli si maneggiò per distruggerla, e riuscì nell' impegno. Questa truppa dovette partire da Firenze per ordine Superiore, e portarsi a Lueca. Il Gen. Pignatelli, che la comandava non mancò di dare tutti i passi possibili, per raccomandarla ai Generali Comandanti, pregandoli a voler prendere una risoluzione equa, per assicurare l' esistenza degli Uffiziali capaci del loro impiego, facendogli passare con tutta la loro gente al servizio d'una delle Repubbliche Alleate della Francia. Ottenne egli delle promesse, onde non esitô a prendere tali misure da condurre tutto il suo Corpo in Lucca. Ivi giunto seppe in modo da non dubitarne che il Gen. Thareau, allora assente, era incaricato della dissoluzione del Corpo medesimo. Scrisse al Gen. Thareau la lettera dei 23 Germile, e quindi dopo avere avuto seco lui un inutile abboccamento gl' indirizzô l' altra, che riportiamo egualmente dei 24 detto.

sions) assurer leur subsistance , et leur solde. La révue passée j' ai laissé à Florence l'Adjudant Commandant , et les Quartiers-Maitres , pour toucher les sommes, qui nous sont dûes par le Gouvernement Toscan . Vous sentez bien, Général, que si l'on dissoudroit le Corps, avant de le payer , on le frustrerait de deux mois de solde , qui lui sont dûs; car comment operer le payement , lorsque le léndemain de la dissolution les individús composants le Corps seront disperses dans toute la Toscane? Je ne puis pas croire , qu' on veuille être aussi peu équitables .

En second lieu pourquoi ne pas me permettre de présenter un projet au Gouvernement Cisalpin , suivant le quel il gagnerait douze , ou treize-cents hommes , assurant la situation d' une quarantaine d' Officiers ? Quel est le crime , qu' ont commis ces Officiers appellés par le Général Miollis (d'après les intentions du Général en Chef Brune) à prendre les armes , pour concourir à conserver la Toscane aux Français , pour démériter leur bienveillance, au point d' être chassés , comme le Grand-Visir ne chasseroit pas les Chefs des bandes Asiatiques ? Le Gouvernement Cisalpin trouveroit son compte en prénant à son service une Compagnie d' artillerie au dessus du complet en excellent état, un Escadron de cavallerie de deux-cents-quarante hommes, parfaitement habillés , et une partie armée , et cinquante

montés ; un bataillon d'infantérie finalément de huit-cents hommes, moitié parfaitement fournie de tout, et l' autre moitiè récrues. Je pourrais en outre lui offrir mon magazin, dans le quel il trouvérait de quoi pourvoir presque de tout, ceux, qui ne sont pas encore équipés. Il ne lui en couterait, que de prendre à son service une quarantaine d' Officiers, que je crois avoir bien choisis parmi les Officiers de tous les pays d'Italie, pas moins, que parmi les Français, et les Corses, qui ont servi les differentes Républiques. Je me résume en vous demandant une dilation jusqu'à ce que la troupe ait été payée, et que le Gouvernement Cisalpin ait répondu au projet, qne je me propose de lui envoyer.

J' ajouterai, que je crois, que cela seroit conforme aux intentions du Général en Chef Brune. J' ajouterai encore, que si l'on ne fait pas comme cela, les Cisalpins n' auront pas un soldat.

J' oubliais de vous dire, que je ne démanderai rien pour moi, car je n'ai d'autre but, que d' assurer l' existence de mes braves Camarades. Après cela mon parti est pris, et je donne ma démission.

Salut, et respect. Signé *Pignatelli.*

P. S. L'Officier porteur de cette lettre vous presentera les pieces ci-après : 1. Une lettre du Général Oudinaut, qui m' avertit d' avoir écrit au Général Dupont, qu' il l' autorisoit à former un Corps Italien,

conformement au projet, que je lui en avois envoyé, si cela étoit praticable. 2. L' ordre du Général Miollis, le motivant sur le besoin extreme, qu'il en avoit. 3. La lettre du Général Murat, dans la quelle il promet d' assurer la solde du dit Corps.

Pignatelli au même Thareau. *Lucques 24. Germinal an. 9.* -- Je proteste, Citoyen Général, contre l' operation, que l' on va faire, comme contraire aux intentions du Général Brune, qui ne voudra pas sans doute, qu' un Corps formé, lorsq' il commandoit en Chef l' Armée d' Italie, et qui a contribué à conserver la Toscane aux Français, soit dissout, et les Officiers destitués, quoique ils soient tous de la classe de ces anciens amis des Français, qui ont tout sacrifié pour la cause de la liberté.

Je m' en rapporte aux raisons, que je vous ai exposées dans ma lettre de hier, pour vous engager à suspendre cette mesure, jusqu' à ce que le Général Brune ait songé à un mode équitable d' operer l' amalgamation avec les Cisalpins.

Je ne serai pas prêsent à la dissolution, car si vous avez le droit de dissoudre un Corps, qui n' a pas démerité, je crois avoir celui de donner ma démission.

D' ailleurs je ne suis pas de ces hommes, qui préférent leur bien particulier aux principes, et au bien de leurs camarades.

Aprés avoir fait mon devoir, j' attends les événémens le plus tranquillement du monde.

Salut, et respect - Signé *Pignatelli* (1).

X.

LETTERA

Al Gen. in Capo Murat, presentatagli per mezzo del Cittad. Agar, suo Commissario.

Cittadino Generale! I bravi Toscani, amici della Nazione Francese desiderano di contestare in una maniera pubblica e solenne il loro rispettoso attaccamento, e verace affezione al Sovrano della Casa di Spagna, che viene a felicitargli:

A tale oggetto vogliono presentare ai membri del Governo Provvisorio l' annessa Petizione.

Si desidera, Cittadino Generale, che questa Petizione prima di tutto sia approvata dalla vostra firma autorevole.

---

(1) *Il Generale Thareau avendo ricevuto questa lettera, comunicò egli stesso alle Legione l' ordine della dissoluzione, e aggiunse, che i Soldati che avessero voluto servire nella Legione Italica, potevano situarsi sulla dritta. A quest' ordine più volte ripetuto i Soldati risposero, che non volevano servire senza i loro Uffiziali. Deposero quindi le armi, e partirono. Questo tratto di carattere onora contemporaneamente gli Uffiziali, e i Soldati.*

Voi garantirete ai Petizionarj l' onore, che attira loro una istanza cotanto giusta, e decorosa; voi mostrerete, che gli Agenti della Gran Nazione secondano volontieri gli slancj del Popolo Toscano, diretti a cattivarsi la considerazione del nuovo Principe, e coerenti in tutto, e per tutto al Trattato di Luneville, che fissa la sorte del loro paese.

Salute, e rispetto.

Firenze 17. *Giugno* 1801.

Carlo Mengoni
Archivista della Camera delle Comunità.

X I.

PETIZIONE

Ai membri del Governo Provvisorio Toscano di cui si parla nella Lettera antecedente.

Voi avete annunziato, Signori, colle parole del prode Generale in Capo Murat, che *un Principe della gloriosa Casa di Spagna, amica dei Popoli, che governa, ricondurrà fra i Toscani il regno dell' ordine, la tranquillità, e la felicità Nazionale.* Voi avete giustamente creduto che *si estinguerebbero tutte le antiche passioni, che si cancellerebbero tutte le antiche ricordanze, che tutto si confonderebbe nella speranza, e nell' amore, che dee inspirarci il nuovo nostro Sovrano.*

Con tale annunzio avete additato l' epoca più avventurosa della Toscana. In questo paese, in cui campeggia la più deliziosa

natura, non saranno lanciati altrimenti dei flagelli, per distruggere la nostra popolazione, per desolare la nostra agricoltura, per inceppare il nostro commercio, per sospendere l'azione della nostra industria. Non taceranno più le Leggi; non impallidirà più la giustizia. Gli uomini destinati a perseguitare ferocemente i loro simili, a pascersi delle lagrime degli sventurati, a tener vive le scintille della civile discordia, saranno compressi e dissipati, come i vapori, che tentano di sollevarsi in un giorno sereno.

Questo paese era caro al primo Console della Repubblica Francese. Lo ha scelto conseguentemente, per collocarvi in trono la filosofia, e la ragione, la vera pietà, che sdegna il fanatismo religioso, tutte le virtù e le idee liberali, che debbono circondare chi presiede a una numerosa famiglia coll' unico scopo di renderla beata. Lo ha scelto per farvi germogliare un illustre rampollo della Stirpe Borbonica.

Quando dopo l' estinta Dinastia Medicea, che spense la libertà della nostra patria, la Toscana fu destinata a un dominio straniero, stanchi dall' oppressione della tirannide, si volle solennizzare con dei pubblici monumenti magnifici gli esordj d' un impero, che la memoria dei passati mali dipingeva colle tinte trasparenti d' un migliore ordine di cose fuori della Porta di S. Gallo fu inalzato un arco trionfale, che contrassegna le speranze del Popolo Toscano, e l' affezio-

ne, con cui esso accolse il Duca di Lorena.

Può egli disimpegnarsi adesso questo Popolo buono, culto, riconoscente, che si vede libero dai dolorosi Sintomi d' una malattia complicata, che va incontro ai più fortunati destini, può egli mai disimpegnarsi dal consacrare il fausto preludio della sua politica rigenerazione?

Nò certamente.... Noi siamo senza dubbio l' organo di tutti i Sudditi fedeli del R. Infante di Spagna, eletto a felicitarci; noi lo siamo di tutti gli amici dei Francesi, che accetrano con riconoscenza il dono, che la gran Nazione ha loro offerto in premio dei passati sacrifizj.

Con questo carattere, Signori, noi vi Supplichiamo di ordinare, che sia eretto a pubbliche spese fuori della Porta al Prato un Monumento sacro alla concordia, e alla felicità Nazionale, che attesti in perpetuo l' attaccamento della Nazione Toscana al nuovo Monarca, e le brillanti speranze, che precorsero il suo sospirato arrivo in questi Stati. Un Arco, come fu edificato ai Titi, ai Trajani, agli Antonini in Roma, Sorga nell' Atene della Italia ad onorare LODOVICO I. Rè d' Etruria.

Voi non sdegnerete sicuramente di esaudire le nostre suppliche. La ristrettezza del tempo, per eseguire l' opera grandiosa, il dispendio, che può occorrere nella medesima, non possono essere ostacoli valevoli, per rinunziare al progetto.

Si tratta con sì fatto progetto di porre in essere un documento luminoso, dal quale resulti, che i Toscani ricevono con esultazione il loro nuovo Sovrano; che gli hanno voluto contestare il loro sincero amore in una maniera pubblica, solenne, degna della maestà della Casa Borbonica e della Nazione Francese.

Si tratta di dare una prova dell' impegno contratto di avere a cuore soltanto il pubblico bene, e di secondare con tutte le forze le intenzioni d' un Principe saggio, e benefico.

Noi ci protestiamo di aver per voi, Signori, ogni dovuto rispetto ec.

X I I.

Dell' Ab. Mengoni

SECONDA SUPPLICA

Da presentarsi al Governo Provvisorio per esigere un monumento pubblico a S. M. il Rè d' Etruria, consegnata al Cittadino Commissario Agar per l' approvazione del Generale in Capo.

Gli amici della Repubblica Francese hanno sentito con soddisfazione, che sia stato irrevocabilmente fissato il destino della Toscana. Essi amavano troppo la loro patria per vederla liberata dalle pericolose oscillazioni della guerra. Essi aveano riposta la loro intiera fiducia nella saviezza e nella generosità del Primo Console della Francia: essi non sono stati traditi.

Un illustre rampollo del grande Albero Borbonico si trapianta in Toscana. Le sue affezioni più energiche sono l' amicizia e la fedeltà per la Nazione Francese. La Casa di Spagna, la naturale alleata della Francia è il veicolo delle beneficenze che il primo Console si è proposto di spargere in un paese che mediante un patto solenne ha liberato dalle reazioni che lo spirito incendiario della guerra suole fatalmente perpetuare tra i popoli quando sono costanti le cause che le hanno una volta prodotte.

E' stata abbastanza la Toscana miserabile gioco dell' orgoglio e della falsa politica. I primi a dimenticarne gli orrori sono le vittime della persecuzione. Il loro esempio influisca su tutti e la concordia è fissata. Un solo spirito ed un cor solo sia l' emblema della Nazione. Ai nomi odiosi di partito, e di opinione succeda la unanimità del sentimento. Il Principe che dee governarci trovi negli spontanei sacrificj delle passioni individuali la prima base della pubblica prosperità.

Un popolo che si dispone di buona fede a neutralizzarsi sotto un Principe nuovo dee nel suo seno proclamar la concordia. Il linguaggio più energico per una Nazione è lo spettacolo permanente. Un pubblico monumento attesti dunque dei voti comuni e sia il garante della nostra unione.

Quale più fausta occasione di questa per concentrare tutti i sentimenti in un o-

maggio comune? La riconoscenza al Primo Console, la stima e rispetto al nuovo Re sono gli eccitamenti per uno slancio generale. Chi sarà quel Cittadino che invitato dalla voce della patria riconoscente rifiuterà il tributo che esige il merito, e la Sovranità?

La nostra Istoria fornisce esempj luminosi alla nostra imitazione. La sensibilità dei Toscani si è sempre risvegliata nei grandi avvenimenti ed ha impiegato le arti ministre del genio a consacrarne la memoria alla eternitá.

Un Principe della Casa di Lorena viene a sedere sul Trono della Toscana rimpiazzando una Famiglia Nazionale che per due secoli reggendo lo scettro aveva fatto sentire al popolo il peso della sua lunga età. Il popolo decreta al nuovo Sovrano l' onore d' un arco trionfale nel suo ingresso in Firenze anticipandogli così la sua riconoscenza e impegnandolo a meritarla.

Leopoldo sanziona con una legge la libertà del popolo, lo garantisce dalla oppressione dei tribunali, dagli insulti dei prepotenti, e proclama avanti al suo Codice l' eguaglianza nei dritti dei Cittadini. I sudditi riconoscenti si affrettano ad offrirgli una statua che Leopoldo crede di ricusare, quasi più sicuro di sopravvivere nelle sue Leggi che effigiato nei bronzi, o nei marmi.

Dopo le vicende d' una guerra sanguinosa per cui la concordia e la pace sono i primi bisogni dei popoli, un Principe del-

la Casa Borbonica è proclamato Re della Etruria. Questo grande avvenimento che ci richiama alla celebrità degli Etrusci i primi Maestri delle Arti in Italia, deve eccitare in un popolo culto l' idea grande di se medesimo; questa idea deve essere rappresentata in un Monumento eguale al sentimento che la produce.

La Repubblica Francese dandoci un Re, ha voluto mostrarci la sua generosa amicizia. Essa col prezzo del sangue dei suoi figli ha voluto elevarci al rango delle Grandi Potenze in Italia per aumentare le nostre risorse e i mezzi di prosperità. Essa ci ha dato un Re nel suo più fedele alleato per eternare i rapporti d' amicizia e di buona intelligenza fra le due Nazioni. Un Re chiamato a governarci con questi principj dovrà essere la delizia del popolo. In esso deve abbandonarsi la nostra fiducia, e in esso deve risorgere il pubblico bene. Quali titoli alla riconoscenza del popolo! Quale entusiasmo per una Nazione sensibile, che sa anticipare il tributo della venerazione, e l' omaggio della gratitudine!

Dopo queste considerazioni, i sottoscritti in nome ancora d' un maggior numero di postulanti rispettosamente domandano ai Depositarj della pubblica Autorità che sia decretata *la erezione d' un Arco Trionfale al nuovo Sovrano*.

Dell' Avv.° Paolini

DOCUMENTI

PER LA STORIA

DEL

GOVERNO PROVVISORIO

TOSCANO

dei 27 Marzo 1801.

TOMO III.

ITALIA

X I I I.

E S T R A T T O

D' una Scrittura intitolata : Florentina Refectionis damnorum ARNAUD , E SENATORI Fiorentini : *stampata , e presentata al Sig. Auditore del Tribunale Esecutivo della Città di Firenze nel mese di Maggio* 1801.

Io reclamo la vostra Giustizia , Sig. Auditore , io non dubito di ottenerla da Voi , abbenchè la mia Causa prenda di mira un ceto di Persone autorevoli , abbenchè io deva oppormi all' urto di molti valenti Difensori , abbenchè molto sproporzionate siano le sforze mie a quelle dei miei Competitori .

Il Generale in Capo dell' Armata Francese del Mezzo giorno per mezzo del Capo del suo Stato Maggiore ha voluto incaricare Voi dell' esame , e della decisione delle mie ragioni , perchè gli è nota la vostra probità , e perchè è sicuro , che Voi non ingannerete la sua espettativa .

Egli vi raccomanda la sollecitudine nella spedizione, appunto perchè conosce pienamente, che saranno tentate tutte le vie della procrastinazione. Io vi prego di compiacerlo, perchè sono impossibilitato a sostenere un lungo giudizio, non tanto per il dissesto dei miei affari, ed interessi, quanto perchè sono obbligato di rimettermi sotto le Bandiere del Generale Fressinet, allo Stato Maggiore del quale sono addetto.

Le mie domande, le mie instanze sono esposte nella petizione da me presentata al detto Generale a Voi rimessa; Questa servir deve di Libello nella presente Causa.

Altro in sostanza io non pretendo, che di essere indennizzato dei pregiudizj da me sofferti in questa Città nel 1799, allorchè per ordine del Governo fui arrestato, e posto in carcere, e con resoluzione del Giudice Delegato Cremani fui esiliato a beneplacito dalla Toscana.

Domando questa indennizzazione contro dei Senatori, che governavano la Toscana al tempo del mio arresto, e della mia condanna, che furono la sorgente delle mie perdite, e della rovina dei miei interessi.

Questa mia domanda, impugnata che venga dai Senatori, produce una questione da sciogliersi nel momento; e lo scioglimento di questa dipende dal conoscere, se ve-

ramente il Senato ebbe, o nò giusta causa di farmi arrestare, di farmi proscrivere.

Questa, Sig. Auditore, è la vostra incumbenza. Se i Senatori, che io ho provocato in giudizio, giustificheranno di avere avuto giusto motivo di procedere contro di me, come un delinquente, come uno, che attentasse, o dasse sospetto di volere attentare contro gl' interessi di questo Paese, allora Voi dovete assolverli; io resterò succumbente. Ma se non lo giustificheranno! Ne verrà la conseguenza, che la loro resoluzione debba reputarsi ingiusta, ed arbitraria, e perciò Voi non potrete dispensarvi dal condannarli ad indennizzarmi.

Nè si dica, che i Senatori governanti agivano in quel tempo secondo le Leggi, ed a sequela degli ordini del loro Sovrano; Perchè dimostrerò in appresso, che anzi in Toscana vi erano Leggi diametralmente opposte al loro operato, e sarà loro carico il manifestare per loro difesa gli ordini, che venissero asserti; Ordini, che nelle circostanze del caso sono assolutamente incredibili, e se mai vi fossero dovrebbero supporsi carpiti con vergognosa orrezione da un ottimo Sovrano, amoroso, e ben amato dai Sudditi, che non poteva autorizzare le vessazioni, le irregolarità, che a danno di quelli si ponevano in opra in quei tempi calamitosi. E bisognerebbe, o non cono-

scere le molle, che agivano col di lui sacro Nome, per soffrire in pace l'addebito, che vorrebbe darsi al migliore dei Principi, e l'odiosità, della quale veniva caricato da chi doveva avere tutto il riguardo di farlo comparire grande, grazioso, e benefico.

E' dunque impossibile, che i Senatori possino autorizzare il loro operato col mezzo degli ordini del suo Sovrano, quanto è impossibile, che Ferdinando, religioso, caritatevole, umano, volesse ordinargli di perseguitare, di punire, di sterminare gl' innocenti.

Abbandonata la mia Patria tumultuante passai in Italia, e lungi dal furore della Guerra mi ritirai negli Stati della Repubblica Veneta, che allora godevano della Pace, e quivi . . . . Risolvei di passare in Toscana, ove tutte le apparenze mi persuadevano di dover vivere quieto, sì per la nota saviezza del Governo, sì perchè la credevo esente dalle peripezie della Guerra; E lo sarebbe anche stata, se quel Sovrano avesse avuto all' intorno dei più avveduti Ministri.

Giunto in Firenze nel 1798 . . . pensai di erigere una Fabbrica di candele di sego all' uso di Francia . . .

Per quanto mi fossero note le Leggi dell' immortale Leopoldo Augusto, le quali non solo permettevano, ma favorivano ancora l' erezione in Toscana di nuove Fab-

bricazioni, che estendessero il Commercio, ed aumentassero le risorse nazionali, e per quanto mi fosse noto, che da questo grazioso Sovrano venivano incoraggiti gli Artefici Forestieri, colla speranza della sua Protezione, e molte volte con dei potenti soccorsi in danaro; Ciò non ostante fui bastantemente circospetto di dar conto al Governo della mia intenzione, nè intrapresi verun preparativo prima di ottenere dal Sig. Consigliere, e Ministro di Stato Don Neri Corsini un ampla facoltà.

Appoggiato a questa, ed alle Leggi predette, profusi il mio denaro senza risparmio, e mi riuscì di mettere in attività, e di ridurre la mia Fabbrica a perfezione, dalla quale traevano già la sua sussistenza più diecine di Famiglie.

Vennero frattanto le Armate Francesi in Toscana, le quali punto alterarono il mio sistema, nè mi fece mutare di opinione la mutazione del Governo. Che anzi nojato dallo stato vedovile, intrapreso nuovo trattato di accasamento colla Sig. Teresa Spigliati, diedi un segno indubitato della decisa determinazione di restare in Toscana; Ciò lo dimostrava ad evidenza l' aver posta in essere una Fabbrica costante, e la determinazione di sposare una Suddita; Dunque dovevo in ogni occorrenza esser sempre considerato come Suddito, e come na-

turalizzato Toscano. Così stabilivano le Leggi del Granducato.

Infatti come tale appunto mi diportavo. Attento al mio traffico: Rispettoso verso Dio, verso il Prossimo, non mi framischiavo in affari, che non mi appartenessero, e fuggivo le brighe, ed i rumori della giornata: Procurando di dar saggio di quella onestà, e di quella prudenza, che sono state sempre lo scopo delle mie operazioni.

Averei traditi questi miei inalterabili principj, se allorquando le circostanze richiamarono le Armate Francesi fuori della Toscana, io avessi procurato di abbandonare questo Paese, che mi era adottato per Patria. Conscio delle mie operazioni, sicuro della mia coscienza, notiziato della saggezza delle Leggi Toscane, ripulite, e civilizzate dall' Augusto Leopoldo, solito a riconoscere nel Pubblico Fiorentino quella umanità, quella saggezza, e pulitezza, che caratterizza un Popolo culto, e civile, non seppi nemmeno dubitare di quelle disgrazie, di quelle vessazioni, alle quali mi viddi poco dopo soggetto.

E come era dato il pensare, che una parte di questo Popolo, la più rispettabile, la più rispettata, dovesse dar causa ad una serie di mali infiniti: Dovesse in luogo di calmare il Popolo tumultuante, piuttosto

incitarlo alla vendetta: Dovesse applaudire alla violazione la più sagrilega, e delle Leggi Patrie, e del Pubblico Diritto? Ma eppure fu così. Appena il Senato Fiorentino si arrogò il Governo della Toscana, in luogo di reprimere l' insolenza, e l' arbitrio della Plebe, e dei male intenzionati Aretini, che contro ogni principio di politica, ricevè Armati nella Capitale, e che scomponendo l' ordine sociale, mettevano in pericolo la libertà dei più probi Cittadini, il loro decoro, e la vita medesima; Crederono non solo cosa prudente il passar sopra a tutto; Ma aumentarono a dismisura le pubbliche, e private vessazioni, e preso di mira chiunque non si fosse mostrato apertamente nemico degl' Individui, degl' interessi del Nome Francese, lo fecero perseguitare senza alcuna riserva da un Tribunale espressamente creato per questo oggetto, che chiamarono il Tribunale della Delegazione, al quale preposero il più sperimentato adulatore, l' uomo il più duro, il più violento, che abbia conosciuto la Toscana, che giudicando fuori delle regole ordinarie, ed in opposizione alle Leggi Toscane, rese il suo nome, e quello del Senato ricordevole per molti secoli, ed alienò l' animo d' infiniti Sudditi dalla devozione dell' ottimo loro Sovrano.

Come è possibile il supporre, che pre-

messe queste massime, potesse vivere in pace in Toscana uno, che in Francia avesse sortita la cuna? Perciò senza riguardo al costume, alla condotta, all' interesse, alla giustizia, perchè ero Francese, fui arrestato dagli Sbirri come un vile Malfattore, fui chiuso in carcere, fui processato dal tremendo Tribunale della Delegazione, fui come un reo di Stato condannato all' esilio perpetuo dal Granducato, e fui ignominiosamente accompagnato dagli Sbirri ai Confini.

Reclamai in tempo della mia prigionia presso i duri Ministri di quel Tribunale la Giustizia. Ma in vano; Invano ricorsi al Senato, facendovi giungere le mie ragioni, e chiamando in mio ajuto il gius delle genti, che accorda una salvaguardia agli uomini onesti in tutti i ben regolati Governi. Invano giustificai di trovarmi malato di una malattia polmonare, mediante la fede del mio Medico curante. Invano rammentai il disposto delle Leggi naturali, e civili e di quelle di Leopoldo Augusto tutt' ora in vigore, e che tutti rispettavano, ed obbedivano, fuori che il Senato, e la sua Delegazione. Non fu possibile ottenere la contestazione delle imputazioni, che mi si davano, non mi si vollero accordare difese.

L' unica consolazione, che io ebbi in quelle angustie, fu di sapere dal mio Di-

fensore. » Che per me non vi era rimedio,
» poichè essendo Francese ; il Senato non
» voleva sentir parlare di me . »

Contro i Componenti questo Senato egli è che io reclamo la mia indennizzazione ; Se allorchè governavano non vollero regolarsi colle Leggi , non vollero dar luogo alla giustizia , sentino adesso : Che da che non governano , le Leggi hanno ripreso il loro vigore , la giustizia è ritornata in Toscana ; Si . Sig. Auditore , comandano le Leggi , vuole la Giustizia , che quello , che cagiona danno ad un altro , sia tenuto a ripararlo ; I Senatori hanno data causa al mio danno , dunque a voi spetta di condannarli a resarcirlo , a indennizzarmi.

Voi non potete essere il solo , che approvi la condotta dei Senatori ; la disapprovò Ferdinando Terzo medesimo loro Sovrano , che gli rimosse dal Governo , e che forse risente il danno di averglielo troppo lungo tempo lasciato nelle mani . Lo disapprova la Toscana , l' Italia , l' Europa tutta ; se non gli condannate , adunque voi approvate ciò , che tutti i viventi hanno disapprovato. Io diriggo le mie azioni contro i miei Persecutori . Se credono giusto di esserne rilevati , esperimentino le sue.

Nè può formare eccezione valevole il dire , che gli ordini di arresto , o la condanna , venivano direttamente dal Giudice

delegato, e non dai Senatori. Perchè è noto, che il Giudice delegato, per quanto di genio notoriamente cattivo, non aveva la facoltà di mandare ad esecuzione le sue sentenze, se prima non avessero avuta l'approvazione del Senato governante. Ma nel caso contrario era sempre il Senato responsabile delle operazioni del suo Delegato, perchè era a carico dei Senatori il proporre, l'eleggere un Giudice onesto, ed intiero, allorchè si trattava di cosa tanto importante.

Ma era pur troppo giunto al Senato il grido di tante migliaja di persone, che addimandavano giustizia, e che facevano col mezzo dei Difensori, dei Parenti, e degli Amici ogni sforzo per rilevarsi dall' oppressione, dalla calunnia. Io sono stato testimone oculare (per mia disgrazia) dello squallore che regnava nelle carceri, ripiene d' innocenti vittime dell' ambizione, e della vendetta. Io ho sentito da quei luoghi di orrore i gemiti di innumerabili Famiglie languenti per mancanza dei loro sostegni, imprigionati, confinati, banditi. Io ho veduta la compassione, che di tante vessazioni aveva tutto il Popolo Fiorentino, le miserie che hanno quelle cagionato, e la pietà, che muovevano fino alle pietre medesime, ed ho con mio danno provato la durezza del cuore dei Senatori go-

vernanti, che tutto sentivano, tutto vedevano più ancora di me, e che invece di essere inteneriti da tanti mali, desideravano piuttosto di moltiplicargli, e di rendergli eterni.

Contro di loro adunque solamente io devo, io voglio dirigermi, perchè loro soli hanno data causa ai miei danni, avendomi perseguitato, ed esiliato dalla Toscana, e con ciò rovinato il mio traffico, il mio interesse, il mio decoro, la mia salute medesima; cose tutte, che devono calcolarsi nella mia indennizzazione.

Eccone il dettaglio. La spesa occorsa ec. ec.

Se si voglia poi calcolare la spesa dei viaggi, il lucro cessante per la terminazione in tronco della fabbricazione, l' ingiuria, e lo scredito fatto ad un Uomo ben nato, ad un Mercante onesto, ascendono questi a somma incalcolabile; Onde ha creduto bene, per non dipartirsi dal solito suo carattere, nella sua petizione di non eccedere la somma di scudi tremila circa, somma, che sarà sempre sotto la vostra censura, Sig. Auditore, alla saviezza del quale per sua parte rimette inappellabilmente la decisione delle sue ragioni.

Che è quanto rispettosamente ec. riservand. ec.

Firm. JOSEPH ARNAUD.

XIV.

RECLAMAZIONE

Del Cittadino Giuseppe Arnaud al Citt. AGAR *Commissario della Repubblica Francese presso il Governo Provvisorio Toscano.*

E come o Signore! Ove sventola il tricolore vessillo, ove ha il suo Quartier Generale il Comandante in Capo dell'Armata Francese d' Italia, ove la gran Nazione protegge il decoro, l'interesse di tutti i Cittadini, e vuole che la giustizia trionfi della Prepotenza, della calunnia, dovrà un Individuo Francese, addetto allo Stato maggiore di un Generale di questa Armata Vittoriosa, trionfante, essere perseguitato, e vessato dai raggiri della cabala di poche Persone male intenzionate? E dovranno queste poche persone insolentire impunemente, traviando dal dritto cammino contro di me, che senza far uso del diritto, che averei di reclamare la refezione dei danni, che ho ingiustamente sofferti, e nell' estimazione, e nell' interesse, in tempo del Governo Senatorio, per le strade più precise, e più convenienti: Mi son contentato di assoggettarmi, per avere il mio intento, alle Leggi del Paese, e di essere giudicato da uno dei Giudici auto-

rizzati dal Principe! E si può trovare chi attenti all' inversione di queste Leggi? Chi a comodo di causa rovesci l' ordine, e risvegli il Barbarismo dei secoli trapassati, con accordare protezione al delitto, col denegare non solo la Giustizia, ma anco udienza agli oppressi, risarcimento ai dannificati? Imprigionato, spogliato, bandito dalla Toscana in tempo che il Senato la governava, ho creduto di reclamare contro i Governanti per avere il compenso dei danni, dell' ingiurie ingiustamente sofferte; Indirizzatomi perciò al Capo dello Stato Maggiore del prode Generale in Capo Murat Comandante la Toscana, fu da quello delegato per Giudice della mia Controversia il Signore Auditore del Tribunale esecutivo di questà Città in Firenze; Questa delegazione non solo fu giusta, e conveniente, ma la sola, che nella circostanza potesse farsi.

Indirizzavo la mia petizione contro i Senatori, Dunque non potevo convenirgli al Magistrato Supremo ove loro stessi presiedono ai Giudizj; Non dovevo convenirgli al Magistrato dei Pupilli, perchè, oltre ad esser questo un Tribunale di privativa cognizione delle cause dei Minori, era ancor esso governato, e diretto dai Senatori; Onde non vi era in Firenze altro Tribunale indifferente, che quello Esecu-

tivo; Questo Tribunale aveva conosciuto di altre cause simili, e perciò il Capo dello Stato Maggiore con sana avvedutezza a quello rivolse, e diresse il mio Processo.

Questa direzione risvegliò il mal'umore dei Governanti decisi protettori dei Senatori, e più degli altri dell' Auditore Piersallini partitante conosciuto del Terrorismo adottato dal Senato, e dal suo Giudice delegato.

Fin d' allora immaginarono questi i mezzi di eludere la mia petizione, e non avendo potuto sfogare contro di me la lor collera, perchè a loro non ero sottoposto, si scagliarono contro il Signore Auditore del Tribunale esecutivo riempiendolo di rimproveri per avere accettata la mia Petizione nel suo Tribunale; Contro i di lui Attuarj per averne ricevuta l' esibita, ai quali fecero le più serie minacce, e contro il mio difensore, che la detta Petizione aveva presentata, quale sospesero fino a nuovo ordine dalla Procura, e di più arrestarono il corso del mio Processo, ed innibirono l' effettuazione dell' indirizzo del Capo dello Stato Maggiore.

Voi non potete, Signor Commissario non riconoscere la massima violenza in questa prima risoluzione del Governo Provvisorio Toscano; Nessun debito poteva darsi, nè al detto Signor Auditore, nè agli

Attuarj, ne al mio Difensore; Questi non fecero, che credere autorevole la Delegazione del Capo dello Stato Maggiore Generale; E che non dovevano crederla tale? Riconosceva pure il Governo la sua autorità dal Generale in Capo, che l'aveva installato, ed il Governo medesimo obbediva ai suoi ordini, e di sua commissione precisa pubblicava le di lui deliberazioni, e le faceva eseguire. Ma si lodi il vero; E dove si vide mai un audacia maggiore? In faccia d' un Armata vittoriosa, sotto gli occhi del Generale in Capo, che la comanda, e nella Capitale, ove egli ha il suo Quartier Generale, punire coloro, che hanno creduti valevoli gli ordini del Capo dello Stato Maggiore, che vagliono quanto quelli del Generale medesimo?

Ma ciò faceva il Governo Provvisorio per scoraggirmi dall'impresa, per acquistar tempo a pensare a nuovi ripieghi, per difficoltare l' esito della causa, e per rendere difficile la difesa complicandone i mezzi; Anzi che ad oggetto di moltiplicare le vessazioni avendo io stampato il preliminare delle mie ragioni (1) coll'approvazione, e licenza del Comandante di questa Piazza,

(1) *S' intende la Scrittura, di cui abbiamo dato l' estratto sotto il N. XIII.*

al quale secondo le regole Militari appartiene con privativa accordare tali licenze, non solo fu querelato lo Stampatore, perchè non aveva portato il mio scritto alla rivista dell' ordinario revisore, ma ancor dopo aver prodotto in atti l' ordine del Comandante della Piazza fu proseguita la procedura, e si volle in essa attaccare ancora il mio Difensore, contro del quale presentò querela il Sindaco Pubblico, come preteso Autore dello scritto, nel quale si volevano trovare delle ingiurie contro i Senatori; Crede il Signore Auditore del Supremo Tribunale di Giustizia di non ammettere questa querela, inerendo al disposto dalle Leggi Toscane, che per le ingiurie private non vogliono che si proceda, se non che a doglianza del preteso ingiuriato; Ma non servì la negativa di quel prudente Ministro; Il Presidente di quel Tribunale ricevè la rigettata querela, ed ordinò la Procedura; Questo vecchio Ministro ligio del Governo, e del Senato, credè di aver trovato il compenso per accettare la querela considerando i Senatori come un Corpo; come una Pubblica Magistratura, e così accreditò la pretesa ingiuria, come fatta ad un ceto rappresentante il Sovrano; Ma in verità non fu circospetta questa risoluzione e lo ingannò, o il desiderio di nuocere, o la stanca Memoria. Nel Codice Criminale

promulgato dall' Imperatore Leopoldo ne' 30 Novembre 1786 sempre in questa parte in vigore, mai derogato, e prescritto al §. LXIII. » Che per libelli, o cartelli » contenenti semplici maldicenze, o ver- » bali contro il Governo, suoi Magistra- » ti, e Ministri ec., non deva che far- » sene un rapporto al Presidente del buon » Governo, il quale posto in chiaro l' Au- » tore, gli darà quell' avvertimento, o » mortificazione, che crederà propria a » correggerlo.

Non può dunque il Signor Presidente Urbani negare di avere in opposto agli ordini voluta ricevere questa querela. Ma non è questa la ragione, che produce tante ingiustizie; In Toscana ora mai gli esecutori delle Leggi sono assuefatti a non osservarle. E' posto in uso, o piuttosto è costante l' abuso di vessare, o a ragione, o a torto, di impedire il corso ordinario della Giustizia, di operare in somma colle sole vedute di animosità, di vendetta, di emanare degli ordini, delle provvisioni secondo le circostanze; In Toscana finalmente, ove si ostenta un' affettazione nauseante, un attaccamento deciso alla Monarchia, si esercita poi dal Governo Provvisorio, e dai Capi di Dicasterio, un insoffribile Dispotismo, si tollera, anzi si protegge il più indiscreto egoismo, e così in tempo,

che si esaltano i pregj del Governo Monarchico, si tenta di renderlo odioso, e di annichilarlo fino alla radice.

Sono ciechi tutti quelli, che governano, e credono costoro ciechi tutti quelli, che soffrono il loro governo. Siino pure ciechi i Toscani, ovvero, benchè illuminati, soffrino in pace tutti i mali, che lo spirito di partito, l' abuso della Potestà loro cagiona di continuo. Ma come dovrà fare altrettanto un Francese? Uno che ha ricomprata col sangue la sua Libertà, che altro non vede che la Legge, una Legge basata sul giusto, approvata dal consenso della Nazione, che nulla sente di arbitrio, di parzialità, di prepotenze.

E come può un Uomo tale accostumarsi alle risoluzioni del Governo Provvisorio Toscano, che sono diametralmente opposte alla giustizia, che offendono quel diritto distributivo, che partito da Dio, si crede insito nella Natura, e che bandito dalla Terra per la malvagità di uomini perversi vi è stato con tanta fatica richiamato, e ricondotto in trionfo dalle Falangi Francesi.

Mentre sospesa l' esecuzione del mio processo dagli ordini del Governo Provvisorio, io stava preparando i mezzi per riporlo di nuovo in corso, mentre avendo ricorso a Voi Signor Commissario vi erava-

te degnato con vostra Lettera del dì 13 Giugno 1801 d' invitare il Governo a lasciare a mio riguardo libero il corso alla giustizia, e dopo che io presentai questa lettera ai Governanti, ed espressi ai medesimi in voce le mie lagnanze, e quando i miei reclami per la verità, per la giustizia dovevano far dubitare i medesimi di una resoluzione contraria ai loro desiderj, immaginarono un nuovo compenso, e crederono con questo di annichilare le mie ragioni, e di inabilitarmi per sempre a repetere contro i Senatori la mia indennizzazione.

Con un loro Firmano supposto emanato del dì 6. Giugno 1801, nome adattato ad esprimere una risoluzione veramente Asiatica, e che ragionevolmente si deve credere fatto a comodo di causa, stabilirono, che non potessero i Senatori, che governavano al tempo della passata anarchia, esser chiamati in giudizio a render conto delle loro operazioni, e di ciò, che al tempo del loro Governo era accaduto; E questa loro ordinanza parteciparono a tutti i Tribunali di giudicatura; Con ciô, non vi è dubbio, era preclusa a me, come ad ogni altro, la strada di chiamare in giudizio i Senatori; ma chi potrà precludere quella di chiamare in giudizio presso il Tribunale del General Comandante, presso di

Voi Signor Commissario, (a) i membri del Governo Provvisorio, per l'effetto di render conto di questo loro arbitrio? Qual facoltà avevano essi di liberare i Senatori dal render conto delle ingiuste, ed arbitrarie risoluzioni, che presero in tempo del loro Governo? Dell'Ostracismo indegno adoprato contro tante persone oneste, ed in particolare del danno senza alcuna ragione a me cagionato? E chi sono questi membri del Governo Provvisorio? Non sono sudditi del Sovrano di Toscana? Quali sono le loro facoltà? Null' altro, fuori che quelle di tener ferme, e fare eseguire le Leggi Toscane; E come dunque si arrogano il potere legislativo? Con qual facoltà? Essi altra facoltà non hanno, che quella loro conferita dal Generale in Capo dell' Armata, ma il medesimo Generale in Capo non ha la facoltà legislativa, che risiede nella nazione; onde non possono ripetere questa facoltà dalla loro elezione al Governo; de-

---

(a) *Presentemente si può ricorrere contro il Governo Provvisorio (e senza dubbio con profitto) a S. M. il Re d' Etruria, la cui giustizia non vorrà permettere, che vadano impuniti quattro uomini, che in quattro mesi non hanno vissuto, che per danneggiare barbaramente il prossimo*. L' Editore.

vono pur sapere, che altro è governare, altro è regnare: i governanti son sottoposti alle Leggi, nè possono quelle variare: il regnante solo può stabilire le Leggi: credono forse di equivalere al Regnante? Devono persuadersi, che ciò non è vero, mentre sono obbligati ad obbedire, anche loro malgrado, a chi ha di loro maggior potestà.

Ma si lusinghi il loro amor proprio. Si considerino per un momento regnanti anche in questo caso, veramente inaugurato, non averebbero potuto emanare il Decreto dell' esenzione dei Senatori dal render conto, dall' esser soggetti al sindacato; Perchè nemmeno il Principe ha facoltà di liberare i suoi ministri, i suoi uffiziali dal Sindacato, giacchè il Sindacato è il nervo della giustizia, e tolto questo, resta indebitamente aggravato tutto il rimanente dei Sudditi, secondo l' opinione costante di tutte le Nazioni, e di tutti i Periti nel Gius, ed in ispecie *dal Novar. in Prax Gravam. Vasal. Gravam.* 289. *et in Pragm. Reg. Neap. Collat.* 210. Ancorchè adunque i Membri del Governo dovessero considerarsi come Sovrani, non potevano liberare i Senatori dal rendimento di conto delle loro operazioni nel tempo, che governarono. Meno però infinitamente possono far ciò in qualità di sudditi, e molto meno come suddi-

ti di un Sovrano, dal quale non riconoscono, ne possono riconoscere veruna Autorità, avendola essi soltanto provvisoriamente ricevuta dal General Comandante in Capo, il quale nulla più poteva dargli, che quella Potestà, che riteneva in deposito protetta dalla sua Armata, vale a dire la custodia delle Leggi, l' esecuzione della giustizia.

Se dunque altra incombenza non hanno, ne possono avere i Membri del Governo Provvisorio Toscano, che quella di custodire le Leggi, di eseguire la giustizia, come si possono mai arrogare il diritto di operare in opposto alle Leggi ed in pregiudizio del giusto? La lodata Legge dell' Imperatore Leopoldo de 30. Novembre 1786. al §. LXIV. vuole precisamente che non solo siino soggetti al Sindacato, a forma del disposto dalle precedenti Leggi Toscane: ma che » Tutti i Giu-
» dici, Ministri, ed Impiegati di qualun-
» que grado, e condizione essi siano, qua-
» li trascorrendo i limiti, o altrimenti abu-
» sando del Ministero, Uffizio, o Impie-
» go affidatogli, e dell' affidatale Autorità,
» per fare a chiunque qualsivoglia specie
» d' ingiustizia, e di torto, devino punirsi
» come rei di violenza pubblica. »

Or come potrà negarsi, che il Decreto, che contro il disposto delle Leggi, E-

bera i Senatori dal render conto, divieta a chiunque di chiamarli in giudizio, sia un atto arbitrario, che non merita nè attenzione, nè esecuzione! Un atto che Voi Signor Commissario dovete prendere in considerazione, e del quale per il bene universale, che interessare vi deve, dovete procurare la revoca, la cassazione! Forse non meritano i Senatori di stare a sindacato, se in tutte le loro azioni hanno operato con arbitrio, con spirito di partito, con animosità, con vendetta? Cosa di male avevo fatto io? Qual danno al Pubblico, al privato? Il mio delitto fu l' esser Francese: ma perchè io era Francese meritavo la prigionia, il vilipendio, l' esilio, l' ostracismo di ogni mio avere? Meritavo di essere processato, condannato senza difesa, ed in opposizione alla Legge? I Senatori non sapevan la Legge, non conoscevano la Legge, non volevano sentire parlare di Legge. L' opinione era la molla, la misura, la Legge dei loro giudizj, e dei loro Giudici delegati; coloro che non avevano nella loro opinione i medesimi pensieri, il medesimo cuore, le medesime loro inclinazioni, erano rei, e senza altro esame inesorabilmente puniti (a)

(a) *Si fa qui il ritratto anche dei Membri del Governo Provvisorio, i quali col loro*

Era ciò operare con giustizia? No certo: ma chi non opera con giustizia, chi fa danno altrui, è delinquente, ed è tenuto all' emenda; Dunque i Senatori devono rilevarmi dai danni ed ingiuria cagionatami, e devono questi danni essere dichiarati, e liquidati da un Giudice. Il Governo Provvisorio ha impedita questa liquidazione, questa dichiarazione, offendendo il mio Diritto, e la Giustizia distributiva! Dunque Voi, Signor Commissario, dovete fare quanto serva per riporre in corso il mio Diritto leso, e la giustizia oltraggiata, e dovete ordinare, che non ostante la resoluzione del Governo venga esaminata la mia Causa, e sia proseguito il giudizio davanti il Giudice Delegato.

Io mi protesto contro i Membri del Governo per i danni, e per le spese, che mi cagiona il loro Arbitrario Decreto, e per la lunga dimora, che devo fare in questa Città, ove mi trattiene solamente la spedizione di questo mio importante affare, allontanandomi dall' incombenze del mio servizio. Voi non potete Signor Commissario disimpegnarvi dal prendere parte in

---

14. Ottobre 1800. *differiscono soltanto in un sistema meno complicato di pene, riducendole tutte alla ignominia, e alla fame*. L' editore.

un'affare, che riguarda direttamente un' Anziano Uffiziale Francese, il di lui interesse, il di lui decoro, ed il decoro insieme di tutta la Nazione. Se avete dubbio sulla competenza del giudizio, ordinate al Giudice delegato, che decida preliminarmente di detta competenza, o almeno, che ne conosca prima di esaminare la Causa di liquidazione dei miei danni, mentre con ciò nessuna responsabilità vi addossate, e tutto è rimesso ai termini di giustizia.

Salute, e rispetto.

Firm. GIUSEPPE ARNAUD.

Vu au Bureau de la Place de Florence le 1 Messidor An. IX. et permis d'etre distribué, par l' Adjudt. Commandant. Comandt. d' Arme.

GUILLEAUME.

Capne » Adjudt. » de P.

X V.

RÉCLAMATION

Du M. l' Abbé Charles Mengoni Archiviste de la Chambre des Communautés au Cit. MURAT Général en Chef de l'Armée d' Observation du Midi.

CIT. GÉNÉRAL

Je suis un honnete homme, une victime de la persecution féroce, qui a gra-

vité en Italie sur tous les amis du bonheur public ; Sur tous les amis du nom français.

Eloigné de ma patrie ; pour me sauver des derniers coups d' une fureur effrénée, j' ai tout perdu, hors d' une existence malheureuse.

C' est meme à telle existence, que le Gouvernement Provisoire Toscan médite d' ajouter de nouveaux chagrins par la *Proclamation du* 28. *Mars* 1801.

J' ai jugé convenable de démander une carte de Sureté. D' après les mesures violentes, par les quelles les hommes les plus probes, et les plus distingués par leurs talens, et par leur moderation viennent d' etre chassés honteusement de leurs emplois, et d'après méme la simple et litterale interpretation de la dite Proclamation, j'ai de quoi douter, que l' on fera par dégrés révivre un sistéme lache, et tirannique de proscriptions, et d'emprisonnement, et qu' on va rallumer le flambeau sanglant de la discorde civile; que les voeux du premier Consul, et les votres ainsi, que le rèpos des nations, l' humanité, et la justice démandent a voir éteint pour jamais.

Veuillez bien, Citoyen Général, parcourir d' un coup d' oeil la petition, que je me propose d' adresser aux nouveaux Membres du Gouvernement.

Vous allez dire sans doute, que sous l' égide de votre protection il n' est pas à

craindre, qu'on rénouvelle les horreurs d' un regime influencé par les Anglais, maitrisé par les Insurgés d' Arezzo, et dirigé par un Cremani. Mais c' est pourtant sous vos yeux, qu' on a eu l' impudente hardiesse de faire main basse sur vos meilleurs amis, et de compter *parmi les Lois*, que le Gouvernement déclare dans sa Proclamation de vouloir *suivre uniquement*, les Arrêtés de destruction, et de mort, qui furent jadis en vigueur *contre tous les Français*, et contre tous ceux entre les Toscans, qui n' avaient pas sû vouer aux Français une haine éternelle.

Daignez donc prendre en examen ma démande, Citoyen Général: Rassurez mes allarmes, et des mes compagnons d' infortune, désignés peut-etre dans ce moment à endurer de nouveaux malheurs: prenez telles mésures, qui conformement a vos intentions sages, et bienfaisantes produisent tels effets, que la politique exige, que la justice réclame, et qu' on a droit d' espérer d' après les promesses les plus sacrées.

Qui aurait pu se résoudre à se livrer encore une fois à la fureur superstitieuse, et acharnée d' un ennemi inéxorable, qui dés long-tems méditait notre perte, si une grande Nation aussi généreuse, qu' invincible ne nous avait pas annoncé sureté, répos, et tranquillité au sein des nos familles; Si on n' avait pas espéré, qu' un mor-

ceau de pain, que le Gouvernement Demissionaire nous avait offert pour prix de nos sacrifices, et de nos travails, nous aurait été conservè?

Vous nous étes garant, Général, que des plus tristes vicissitudes ne vont pas accabler notre patrie; mais la Proclamation du Gouvernement du 28. Mars 1801. laisse lieu à en douter. Faites, que cette piece inconsiderée soit cassée, c'est elle, qui multiplie les inquiétudes, et produit la consternation générale; c' est elle, qui parait avoir été publiée à dessein, pour rallumer la discorde, et répandre la terreur.

Vos lumiéres, votre philantropie m' assurent, que vous voulez nous rendre heureux. - Vous allez donc vous opposer aux dêmarches d' un Gouvernement, qui dêcele l' intention de nous écraser.

Recevez, Cit. Général, l' assurance de mon rêspect, et de mon parfait devouement. *Florence IX. Germinal an IX. Rep.*

Signé CHARLES MENGONI.

X V I.

MINUTA DI SUPPLICA

Da presentarsi ai membri del Governo Provvisorio Toscano annessa all'antecedente Reclamazione.

Un vostro Proclama dei 28 Marzo mi assicura, che non conoscete *altra norma del-*

la vostra condotta, che le *Leggi emanate dai diversi Sovrani della Toscana*, e che avrete *per guida nel pubblico servizio* gli *ordini*, *e i regolamenti*, *che vegliavano all' epoca dei* 14. *Ottobre* 1800.

Quest' epoca, che disonora eternamente la nostra Storia, ci presenta un fascio mostruoso di ordini, e di regolamenti, pei quali furon fatti bersaglio della sevizie la più inaudita, del fanatismo il più feroce, e di danni incalcolabili e non riparati, trenta-mila Famiglie, che come Voi, riconobbero nel 1799 la suprema autorità della Repubblica Francese. Svincolate da ogni patto anteriore, dopo la conquista fatta di questi Stati dalle armi repubblicane, e dopo la fuga e la cacciata del Granduca Ferdinando, per la sommissione al nuovo Imperante, esse come Voi, non erano ree di verun delitto. Dovettero nonostante trangugiare tutto il veleno propinato dal Criminalista Cremani, e da una masnada di uomini traviati o crudeli. Si consumò nei modi più arbitrarj l' altrui desolazione; Si mise in trionfo l' ingiustizia e l' animosità più ributtante, coll' appoggio delle sanzioni, che sicuramente non avete in animo di richiamare alla esecuzione, ma che il vostro Proclama include fra quelle, che debbono esser la *norma*, e la *guida* dei vostri passi.

Io saccheggiato nei miei effetti, privato

d' ogni mezzo di sussistenza, esule per venti mesi dalla patria, non sono tornato in seno della mia numerosa e sventurata famiglia, che invitato dai Proclami del Gen. Dupont, che mi promise tranquillità e sicurezza, che cancellò i decreti d' una persecuzione senza esempio.

Il bisogno dei Popoli di unirsi a dimenticare ogni ragione di civile discordia, la generosa moderazione dei perseguitati, le sagge intenzioni del primo Console Buonaparte, i diversi ordini e determinazioni delle Autorità Francesi, il nuovo Sovrano dato alla Toscana mi garantiscono, che sarebbe esecrato colui, che volesse nuocere all' uomo onesto, e filantropo, al veneratore di ogni Legge di qualsivoglia legittimo Governo.

Ma si può abusare del vostro Proclama, finchè sussiste nei termini enunciati. Voi vi compiacerete senza dubbio di darcene qualche spiegazione. Frattanto però non mi potete impedire di tremare fondatamente sulla mia sorte. Questi giusti timori debbono essere dissipati dalla vostra bontà.

Io vi chieggo una carta di sicurezza per tutto il tempo, che soggiornerò in Toscana, dove mi è stato conferito dai Governanti vostri Predecessori l' impiego d' Archivista nella Camera delle Comunità.

In questa fiducia ho l' onore di soscrivermi col dovuto rispetto.

Firenze 30. *Marzo* 1801.

Firm. Carlo Mengoni.

XVII.

RÉCLAMATION

De M. Antoine Deghores ci-devant Chef d' Escadron de Cavalerie au Général Leopold Berthier Chef de l' État-Major, Général de l' Armée d' observation du Midi.

Permettez, Cit. Général, que d' après le réçit veritable des circostances qui accompagnent cette demande qui je vous adresse avec tout le respect, je puisse reclamer en ma faveur votre justice, et la bienfâisance de votre coeur.

Au moment que les Armées Françaises entrerent en Toscane dans l' année 1799 (an 7 de la République) je me trouvâis au service du Gran Duc depuis quelque tems dans le Regiment des Dragons prisonnier des Guerres par les Français, je fus renvoyé comme tous les autres Officiérs, les Corps des Troupes du Gran Duc ayant été dissûs.

En attendant la forme du Gouvernement en Toscane changêa, et le Commis-

saire Reinhard au nom du Directoire Executif de France proclamâ la liberté de la Toscane, et y etablit une forme du Gouvernement Républicain ; Fût à cette epoque qu' on forma en Toscane sous l' approbation du Commissaire Reinhard, et du Général Gauthiér qui comandait en Toscane, une Commissión Militaire pour organiser de la troupe, et moi je fûs nommé Lieu-Tenant de premiere classe, Adjudant du premier bataillon d' Infanterie. Je fis la campagne contre les Insurgés d' Arezzo, et á l' instant de la retraite de l' Armée Française, je la suivis avec mon bataillon à Gênes, où je y restai en garnison. D' après la bataille de Novi mon bataillon filâ sur Nice, et nous fumes destinés pour tenir garnison au Pont du Var au Chateau de Saint Laurent.

Fut dans cette epoque si malheureuse pour moi, et à l'instant que l' Armée Française commandée par le Général Championnet se retirâit du Piemont, que je fus blessé sur la route de Nice par les Barbets en recevant trois coups de feu au bras gaûche, et une blessure de stilet qui me cassa une cote. Je fus obligé par consequent de garder le lit, ou je y restai pendant cinq mois dans l' état le plus affreux, faute des moyens en toute espece.

Toujours en convalescence, voulant

profitér d'une occasion favorable qui me se presenta pour me rendre à Gênes pour meliorer mes circostances, je tombais prisonniér dans les mains des Autrichiens à Finale, je fus depouillê de tout ce que je avois, et je n' aurais pas pû retourner sûr mes pas vû l'état de faiblesse ou j' etais, si l'humanité d' un Grenadiér Français ne m' avâit pas tiré d' affâire, et ramené sour la route de Nice.

D' après les brillants évenemens du Premier Consul retourné en Italie, je fûs attaché par ordre du Général Oudinot Chef de l' État Major de l' Armée d' Italie à un Corps d' Artillerie à la suite de l' Armée Française en qualité de Capitaine, et sous les ordres de l' Adjudant Commandant Orticoni je me suis battû contre les Insurgés de pays de Luques, au quel affaire j' eus mon chapeau perçé par un coup de fusil: le même Adjudant Commandant me rendit de ma conduite une temôignage par un certificat trés honorable.

Les Français rentrent en Toscane dans le mois dernier d' Octobre 1800 (Vendemiaire an IX.) et je saisis de rentrer dans mes foyers, ou je trouve mes affâires particuliers déconcertés par la persecution de l'Anarchie. On organise un Corp des Troupes en Toscane, et je suis nommé par le brevet du Gouvernement, Chef d' Escadron

de Cavalerie. Toujour obeissant aux ordres des mes Superieurs je marche avec mon Escadron sur Luques ou tous les Corps d' Infantérie, et de Cavallérie organisés de recent sont dissûs, et je reste sans emploi, et sans ressources.

Je ne peux pas immaginer, Citoyen Général, que votre justice voudra permettre qu' un Officiér d' après tants de services, et des malheurs qui lui donnent un drôit à la subsistence, puisse se trouver dans l'état malheureux, ou je me trouve à present. Je reclame donc aussi votre justice, que votre bienfaisance. Oserai je demandér d' être mis en activité dans mon grad à la suite d' un État Major d' un Général Français, lorsque il ne fut pas possible d' être placé en activité dans quelque Corp de Cavallérie? En cas contrâire je vous demande votre autorisation pour pouvôir toucher mes vivres, et mes rations, et de porter mon uniforme comme Officier dans mon grad pour attendre une circostance favorable pour entrer en activité.

J' espere d' obtenir de vous ce, que la Justice reclame, et que mon besoin urgent exige au plutôt.

Salut, et respect

Signé *Ant. De-Ghores*

Florence 24 *Avril* 1801.

XVIII.

MEMORIA

Per la Deputazione su i Ruoli del 14 Ottobre 1800 (*a*) *relativa alle Scuole Leopoldine .*

Il Sacerdote Luigi Mirri eletto al posto di Direttore delle Scuole di S. Leo-

---

(a) *Dopochè il Governo ebbe promulgata la famosa Legge dei* 14 Ottobre 1800 *creò una Deputazione di meritevoli personaggi, perchè accogliesse i reclami, che doveano diluviare da ogni banda. Si volea gittare della polvere negli occhi, e addormentare soltanto con delle lusinghiere speranze. Non si controvertono i lumi, la saviezza, e la giustizia dei Membri della Deputazione, ma fa d' uopo il dire, o che il Governo abbia rigettato tutte le salutevoli proposizioni della medesima, o che le sue facoltà si estendessero unicamente a confermare gli effetti del* 14 Ottobre *predetto. Infatti non si conta verun atto degoratorio a detti effetti messo in essere dalla Deputazione, la quale, per tutto dire, non ha potuto salvare neppur le Scuole Leopoldine dalla comun ruina.*

poldo vacante per la morte del Canonico Longinelli si fa un dovere d' indirizzarsi all' Illmo Sig. Presidente Biondi, ed ai suoi rispettabili Colleghi, per richiamare il loro interesse alla conservazione d' uno stabilimento, che il decoro, e la utilità della Patria esigono che sia protetto, e che il Sig. Sopraintendente del Bigallo per delle ragioni economiche progetta di distruggere per la seconda volta. (*a*)

(a) *Il Decreto favorevole alle Scuole è concepito nei seguenti termini* » Il Governo » Toscano considerando che tutto quello, » che si oppone al progresso dei lumi, e » alla perfezione delle scienze, e delle arti » *dee essere allontanato da chi presiede al* » *Pubblico bene*, con tutta l' efficacia dei » mezzi, che sono in suo potere, e con- » siderando quanto sia *necessario*, *ed utile* » per una Nazione la esistenza di Pubblici » Stabilimenti, che possono facilitare l' e- » ducazione, e l' istruzione della gioventù: » Decreta. 1. Le Scuole di S. Leopoldo » *GIA' INSTITUITE DA UN PRINCIPE SAGGIO*, » ed *ILLUMINATO*, e quindi per la *INFE-* » *LICITA' DEI TEMPI SOPPRESSE*, vengono » ripristinate. 2. Il Prior Luigi Mirri ne » sarà il Direttore. (*omissis etc.*) Dato

Queste Scuole situate oltre Arno nel centro di una Popolazione, che per la lontananza non è in caso di profittare delle istruzioni dei Padri Scolopj, sono oramai riconosciute di un deciso vantaggio per la pubblica educazione. Alla riapertura delle medesime i buoni Padri di Famiglia benedirono le premure del Governo; in pochi giorni si videro frequentate da oltre 150 giovinetti, ch' erano in avanti in preda all' ozio, e alla dissipazione. Per rendere più proficuo questo stabilimento, vi fu riunita coll' assenso del Magistrato Comunitativo, la Scuola del Quartier di S. Spirito, e il Professore Redi fu incaricato di leggervi le Istituzioni Civili. I suoi Scolari poteano attendere contemporaneamente, e nelle diverse ore agli studj della Rettorica, delle Matematiche, e della Filosofia. Tutto era stato determinato con soddisfazione del Pubblico, tutto era a sua utilità, e a decoro della Città di Firenze; tutto rimane comprovato dagli annessi documenti.

Una instituzione così vantaggiosa meriterebbe senza dubbio il dispendio dello Stato, giacchè lo Stato non può erogar me-

---

» li 16 Febbrajo 1801. *Firm.* Chiarenti,
» Pontelli, Deghores, V. Nardi - De-
» Coureil *Segretario*.

glio le sue entrate, che nel rendere istruiti e virtuosi i Membri della Civile Società. Se è pio, generoso, e necessario, che il Bigallo accorra in soccorso degli orfani miserabili, è pure cosa umana, utile, importantissima il favorire la pubblica instruzione, ed instradare gl' indigenti all' acquisto delle cognizioni, che gli renderanno utili a se stessi, e allo Stato.

Ma le scuole Leopoldine non abbisognano di essere conservate a carico del Pubblico Erario, e molto meno colle risorse dello Spedale del Bigallo. Hanno esse dei fondi proprj, destinati dal Gran-Duca Leopoldo, pei quali indipendentemente da qualunque altro ajuto possono supplire alle spese occorrenti. Questi fondi anzi sono andati aumentando nella soppressione delle medesime ordinata dalla Reggenza, mediante l' alienazione del locale, che occupavano.

I fondi di queste scuole sono amministrati dal Commissario del Bigallo. Ma il Bigallo è sussistito, ed ha potuto supplire alle sue istruzioni di beneficenza, e avanti l' epoca di questa amministrazione, e dopo ancora che furono ripristinate le Scuole, e che fu incaricato di soddisfare al mantenimento di quelle.

Come mai il Sig. Sopraintendente Serponti potrà comprovare il pregiudizio economico derivante al Bigallo dal ristabili-

mento di questo Ginnasio, quando non si sono mai in alcuna ipotesi intaccate l'entrate proprie del Bigallo; quando il fatto attesta luminosamente, che il Bigallo fino a questo giorno ha potuto supplire alle sue obbligazioni coi fondi, e senza i fondi delle Scuole Leopoldine? Egli si troverà tanto più imbarazzato nel suo assunto, in quanto che dovrà confessare ancora, che dalla soppressione, che egli progetta delle Scuole non può venirne per il Bigallo verun presentaneo soccorso alla sua sconcertata economia. Soppresse le Scuole, non ne resulta verun lucro, dovendo continuare il Bigallo a pagare ai Professori delle Scuole, e agl' inservienti il loro stipendio in pensione a forma degli ordini della Reggenza Gran-Ducale. Il Sig. Serponti pertanto col suo progetto non guadagnerebbe nulla pel Bigallo, sarebbe obbligato per giustizia a continuare nelle spese, di cui si lagna, e darebbe luogo unicamente alla distruzione d' uno stabilimento vantaggioso pel Popolo, e onorevole pel Governo.

Ma piuttosto che progettare l'annientamento vandalico di una istituzione cara alle lettere, alle scienze, ai buoni costumi, non si potrebbero proporre altri mezzi, e altre risorse per soccorrere alla situazione disastrosa dello Spedale del Bigallo fino al risorgimento delle sue Finanze?

Il bisogno dello Spedale sembra del momento; il suo sbilancio momentaneo può ripararsi anche a carico delle Scuole Leopoldine senza decretare la loro soppressione.

Il Patrimonio delle Scuole conferisce agli Scolari delle doti annue, che sogliono ammontare alla somma di circa a 300 scudi. Si potrebbe provvisionalmente sospendere la collazione in tutto, o in parte di dette doti a vantaggio del Bigallo. Esso Patrimonio ha l' obbligo di far celebrare annualmente oltre a tre mila Messe. Procedendo nelle debite forme presso Monsignore Arcivescovo di Firenze, si potrebbe implorare, ed ottenere la riduzione di questo numero, e porre in essere un' altro capo di risparmio considerabile per detto Spedale. Finalmente egli può ritrarre la somma di circa 1800 scudi, che ritengono in mano i Padri Carmelitani, e che sono il prezzo del locale alienato dalle Scuole Leopoldine, e acquistato dai medesimi.

Le risorse enunciate, che ammontano a una somma rispettabile salverebbero lo Spedale dallo sbilancio che si asserisce, e salverebbero le Scuole, che sono gli Spedali dello spirito, necessarj assolutamente quanto quelli che riguardano il corpo.

L' Illmo Sig. Presidente Biondi, e i suoi illustri Colleghi non possono non pren-

dere a core queste considerazioni. La loro savviezza, e i loro lumi decideranno sicuramente a favore di uno Stabilimento, la cui conservazione è garantita ancora dalle espressioni dell' Editto del dì 1. Aprile 1801 (*a*) in

---

(a) *Editto del dì* 1 *Aprile* 1801. » Il » Governo Provvisorio Toscano deve se» guire per *norma della sua condotta quella* » *unicamente delle leggi, che vegliavano in* » *Toscana nel* 15 *Ottobre* 1800, tempo in » cui assunse le ingerenze governative, nè » ha mai annoverata fra le *sue prerogative* » quella di conferire gl' impieghi di pub» blico servizio, fuori che nel caso di do» ver provvedere all' urgenza, e destinare » Ministri interinali - *Seguendo pertanto le* » *tracce dei più sacri doveri di giustizia, ha* » *deliberato con piena intelligenza, ed assenso* » *del Sig. Generale in Capo Murat*, che i » Ruoli, che erano in vigore nell' epoca » indicata, debbano costituire lo stato del» la classe degli Impiegati, tanto per le » Funzioni quanto per i loro appuntamenti; » e che debbano aversi per nulle, e di » niun valore tutte le variazioni, che ai » medesimi ruoli non fossero conformi, » *ECCETTUATE QUELLE, CHE HANNO AVUTO* » *PER OGGETTO LE SCIENZE, E LE ARTI*

cui il Governo attuale Provvisorio si dichiara *di eccettuare* da ogni ulteriore provvedi-

---

» - Richiedendo per altro l' attualità del
» Pubblico servizio tutti i possibili riguar-
» di, il Governo stesso ordina che conti-
» nuino provvisoriamente nell' esercizio del-
» le ingerenze rispettivamente affidate, gli
» attuali Impiegati, lasciando frattanto loro
» godere degli appuntamenti fissati ne'
» Ruoli suddetti fino a nuova disposizione -
» A scanso inoltre di equivoci, che po-
» tessero compromettere la Pubblica quiete
» dichiara che l' Editto de' 28 Marzo sa-
» rebbe male interpetrato da chi suppo-
» nesse che fosse per *risvegliare inquietudini*
» *in materia di politiche opinioni*. Il Gover-
» no Provvisorio *assicura che quelle non a-*
» *vranno luogo*, e che l' Editto ha avuto in
» mira l' oggetto importantissimo di rido-
» nare la debita *efficacia alla Legislazione*
» *Toscana* conforme richiede *l' ordine Pub-*
» *blico dello* Stato.

Dato in Firenze il primo di Aprile 1801.

Firm. -- *Giuseppe Francesco Pierallini*
Antonio Maria Cercignani
Bernardo Lessi
Giulio Piombanti.
Gio: Battista Nuti *Segret.*

mento le *variazioni*, *che hanno avuto per oggetto le scienze*, *e le arti*.

Il Sacerdote Mirri impegnato in queste premure dal suo impiego, e dal vantaggio del Pubblico, vive nella consolante fiducia di essere pienamente esaudito dai soprallodati Membri della Commissione, cui contesta la più giusta stima, e rispetto.

Luigi Mirri Direttore delle Scuole Leopoldine.

XIX.

MEMORIE

Del Direttore, e dei Maestri delle Scuole Leopoldine al Generale in Capo Murat.

1. Il Direttore delle *Scuole Leopoldine* implora l' autorevole protezione del rispettabile Sig. Generale in Capo Murat per la conservazione dell' Istituto suddetto. Esso oltre all'avere il voto pubblico per la utilità, che rende alla Capitale colla istruzione, va ad acquistare un lustro maggiore per le varie cattedre ivi riunite di Eloquenza Italiana, e Greca, e di Gius Civile, senza detrimento del Pubblico Era-

rio, potendo sussistere colle sue proprie entrate -- L' esser voi, Signor Generale, mecenate delle Scienze, non fa dubitare, che sarà tenuto in vigore l' Editto del dì 1 Aprile, col quale anche il savio Governo Provvisorio *eccettua dalla nullità* le variazioni dei Ruoli, che hanno avuto per oggetto le *Scienze, e le Arti* -- 7. Maggio 1801.

Firm. Luigi Mirri *Direttore*

II. Il Governo Provvisorio Toscano *ha soppresso* con suo Decreto degli 8 Maggio 1801 le Regie Scuole di S. Leopoldo in Firenze, che sussistevano col loro proprio patrimonio senz' aggravio del pubblico Erario, e che con soddisfazione universale servivano d' istruzione alla Capitale -- Il Governo non valutando in questo caso la naturale intelligenza del suo Editto del dì 1 Aprile 1801, che riguarda come *eccettuate dalla nullità* le variazioni dei Ruoli, che hanno per oggetto le Scienze, e le Arti, ha di più coll' istesso Decreto *confermata la Sentenza* della Delegazione Criminale, con cui *senza enunciare il motivo* furono tolte ai quattro sottoscritti Maestri le pensioni, che godevano per Rescritto di Ferdinando III. del 1793. -- Il Direttore, e i Maestri infrascritti reclamano la giustizia del Sig: Generale in Capo Murat per l' enunciata soppressione, e rispettiva cessazione di pen-

sioni, non solo per le ragioni presentate alla Deputazione su i Ruoli, ma molto più per l' art. IX. del Trattato di Luneville. -- 11. Maggio 1801. Firm. *Mirri* Direttore

Follini, *Petraì*, *Taglialagamba*, *Frosini* Maestri.

X X.

SUPPLICA

Umiliata in Parma a S. M. il Rè d' Etruria dai Signori Avvocati Bartolommeo Ombrosi, e Ferdinando Redditi.

Sire! Il più dolce piacere dei Monarchi è l' asciugare le lagrime degl' infelici. Noi venghiamo espressamente ad annunziare a Vostra Maestà, che una folla immensa di sventurati dee occupare il vostro cuore benefico.

Noi non siamo deputati di alcuna classe dei vostri Sudditi; Siamo l' organo delle vittime, che gemono tuttora in Toscana. Vi portiamo le lamentevoli voci di trenta mila Famiglie, che furono crudelmente bersagliate fino al 14. *Ottobre* 1800. Questo giorno infausto, che mercè le vittoriose armate francesi dovea esser l' ultimo della più feroce persecuzione, si è fatto

novamente spuntare sull' orizzonte dei vostri Stati. Al tenebroso chiarore dei suoi raggi l' attual Governo Provvisorio Toscano si è autorizzato a commettere dei nuovi delitti; a sanzionare le sentenze dell' anarchia, e di una rabbia sfrenata; a condannare gli uomini i più probj, e i più istruiti all' avvilimento, e alla fame.

Sire! E' col manto ipocrita della giustizia che il Governo Provvisorio è giunto a consumare gli attentati, che gli sono stati suggeriti. Non è vero però, che una vile reazione abbia cacciato dai loro posti i ministri dell' antico regime. Questi uomini o erano stati i primi aggressori degli altrui impieghi coll' appoggio delle decisioni più inique; o gli aveano rinunziati di buon grado; o gli abbandonarono vilmente contro il disposto delle Leggi; o furono legittimamente destituiti, come perturbatori dell' ordine pubblico, e rei di prevaricazione. Non erano contro di questi ultimi terminati ancora dei processi ordinarj, quando il Governo Provvisorio gli richiamò alle cariche, che aveano disonorato.

Voi strapperete, o Sire, il manto menzognero, che si indossa il Governo Provvisorio. Vedrete nella vostra sapienza, che si nascondono degli scaltri, e animosi per-

secutori, i quali per servire a una vendetta inesorabile hanno conculcato la virtù, e l'innocenza; hanno gittata la desolazione, e la miseria nel seno di numerose Famiglie onorate.

Quelli, che sono stati banditi dopo il 27. Marzo 1801. dagl' impieghi, che ricoprivano decorosamente non hanno altro delitto, che di aver bravato colla più eroica moderazione, e pazienza l' odio crudele eterno dei loro nemici. Condannati alle prigionie, alle galere, agli esilj, alle berline; costretti a strascinarsi, per evitare la piena di tanti flagelli, sopra un suolo straniero; danneggiati dal sequestro dei loro beni, e dal saccheggio moltiforme dei loro effetti; resi scopo, in una parola, di qualunque infamia ed ingiustizia, hanno sacrificato alla concordia civile, e alla pubblica tranquillità ogni più giusto risentimento.

Si sono contentati di offerire i loro talenti, e la loro integrità in servigio della Patria; di ottenere in premio di onorevoli fatiche i mezzi di sussistere onestamente. Senza pregiudicare a chicchessia sono stati eletti agl' impieghi dello Stato; alcuni vi sono stati restituiti ai termini della più rigorosa giustizia dopochè furono annullate le illegali, ed arbitrarie sentenze del Criminalista Cremani. Tutti occupati dei loro doveri, nell'esercizio dei medesimi vedeano l' indennizzazione dei tanti mali sofferti. La

loro lodevole condotta è contestata dal Pubblico; è garantita dall' approvazione delle Autorità Francesi; non può essere contradetta dallo scrupoloso esame delle loro azioni.

Ebbene! Questi uomini, Sire, i migliori, e i più affezionati dei vostri Sudditi fino dalla pubblicazione del Trattato di Luneville, sono in braccio della indigenza, e della disperazione. Il Governo Provvisorio non gli attaccò per alcuna via legale; gli condannò all' obbrobrio, e alla morte civile senza sentirli, senza contestar loro alcun demerito; coll' enunciar solamente la sua decisa volontà di nuocere.

L' epoca del 14 *Ottobre* 1800, epoca fissata dall' arbitrio, e dalla malignità, fu il pretesto, per cui il Governo attuale non si vergognò di menare in giro una falce di destruzione sulla testa di tutti coloro, che doveano cessare una volta d' essere disgraziati. E' troppo importante il ripetervi, Sire, che questi non aveano usurpato, nè invaso gl' impieghi, a cui furono scelti; che non aveano danneggiato persona colla loro elezione. L'enunciativa del 14 *Ottobre* tenta di porre in essere questa menzogna, distrutta dai fatti i più notorj, e impotente a giustificare nella minima guisa il sistema adottato d'una oppressione ributtante, e la meno meritata.

Sire! Noi ricorriamo alla vostra immanchevole giustizia per riparare alle lut-

tuose emergenze di una parte rispettabile dei vostri sudditi, che in voi appunto ha sospirato il termine delle sue sciagure. Noi rappresentiamo quelli, che vi circonderanno il trono colle reclamazioni imponenti della virtù oltraggiata, dei talenti, e dell' onore vilipesi, e costretti a mendicare di che alimentarsi. Può essere mai sgradevole al core di VOSTRA MAESTA' la nostra missione? Voi ci direte delle parole di vita; noi le comunicheremo ai nostri compagni d' infortunio. Saremo i forieri della vostra magnanimità, della imparziale clemenza, della incorruttibile giustizia, della vera filosofia, che vi corteggiano, e che formeranno la felicità della Toscana.

In questa viva fiducia ci protestiamo, Sire, d' essere col più profondo ossequio vostri fedelissimi, affezionatissimi sudditi ec. (*a*).

(a) *Il Re accolse con speciale clemenza i due ricorrenti. Essi inchinarono pure S. M. la Regina, e le LL. AA. RR. il Duca, e la Duchessa di Parma. Il Ministero contestò ai medesimi ogni onorevole riguardo. Tutto presagisce che va a ricominciare in Toscana l' aurea età di Leopoldo*; *che cesseranno per sempre i due soli partiti, che sono esistiti in questo paese, di* persecutori, *e di* perseguitati.